

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/40885]

23 NOVEMBRE 2017. — Directive ministérielle MFO-2 relative au mécanisme de solidarité entre les zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province,
A Madame le Haut Fonctionnaire exerçant des compétences de l'Agglomération bruxelloise,
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,
A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,
A Madame la Commissaire générale de la police fédérale,
A Monsieur l'Inspecteur général de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale,

Pour information :

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale,
Madame, Monsieur le Gouverneur,
Madame le Haut Fonctionnaire,
Madame, Monsieur le Bourgmestre,
Madame, Monsieur le Président,
Madame, Monsieur le Chef de corps,
Madame la Commissaire générale,
Monsieur l'Inspecteur général,
Mesdames et Messieurs,

1. Cadre général

La présente directive est prise en exécution des articles 61 à 64 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI).

Elle entend régler la mise à disposition par l'ensemble des zones de police du pays d'une partie de leur capacité opérationnelle au profit d'une autre zone de police devant faire face à des missions de police administrative qu'elle ne peut assurer seule. Il s'agit d'un mécanisme contrignant de solidarité nationale entre les zones de police, appelé "capacité hypothéquée" (HyCap).

Les autres mécanismes d'appui subsistent parallèlement : l'appui par la police fédérale avec renforts spécialisés ou non, l'appui latéral volontaire entre les zones de police et la coopération interzonale (1).

Enfin, il existe les possibilités de réquisition (voir les articles 43 et 64 de la LPI).

Une zone de police qui demande plus d'appui que ce qui est absolument nécessaire surcharge de ce fait inutilement les autres zones de police, pouvant ainsi perturber l'exercice des fonctionnalités de base. Le chef de corps concerné a donc l'importante responsabilité de ne demander un appui que lorsque les moyens propres de la zone de police sont insuffisants. Sur base d'une analyse de risques policière, les mesures adéquates sont prises et la capacité nécessaire pour celles-ci définie.

J'attire également l'attention des autorités locales sur l'impact des conditions liées aux autorisations pour les événements (choix du lieu, du moment, service d'ordre interne, ...) sur l'engagement de la police.

Il est important que dans le cadre de la gestion d'événements dans le domaine de l'ordre public, les services de police travaillent avec la même philosophie de base. Le cadre de référence utilisé dans ce contexte est décrit dans la circulaire CP4 (2) et est relatif à la gestion négociée de l'espace public (GNEP). De même, il est repris dans la circulaire ministérielle OOP 41 (3) en ce qui concerne son opérationnalisation.

FEDERALE OVERHEIDS Dienst BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/40885]

23 NOVEMBER 2017. — Ministeriële richtlijn MFO-2 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Hoge Ambtenaar belast met de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan Mevrouw de Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Inspecteur-generaal van de Algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw de Hoge Ambtenaar,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mevrouw de Commissaris-generaal,

Mijnheer de Inspecteur-generaal,

Dames en Heren,

1. Algemeen kader

Deze richtlijn wordt genomen in uitvoering van de artikelen 61 tot 64 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP).

Ze beoogt de terbeschikkingstelling, door alle politiezones van het land, van een gedeelte van hun operationele capaciteit ten voordele van een andere zone voor het uitvoeren van opdrachten van bestuurlijke politie waarvoor ze niet alleen kan instaan. Het gaat om een dwingend mechanisme van nationale solidariteit tussen de politiezones dat "gehypothekerde capaciteit" (HyCap) wordt genoemd.

Daarnaast blijven de andere mechanismen inzake bijstand bestaan : de ondersteuning door de federale politie met al dan niet gespecialiseerde versterkingen, de vrijwillige laterale steun tussen de politiezones en de interzonale samenwerking (1).

Tot slot zijn er ook de mogelijkheden tot vordering (zie de artikelen 43 en 64 WGP).

Een politiezone die meer steun vraagt dan absoluut noodzakelijk, belast hierdoor nodeeloos de andere politiezones waardoor de uitoefening van de basisfunctionaliteiten verstoord kan worden. De betrokken korpschef heeft dus de belangrijke verantwoordelijkheid om enkel steun te vragen voor zover de eigen middelen van de politiezone ontoereikend zijn. Op basis van een politieke risicoanalyse worden gepaste maatregelen genomen en de hiervoor noodzakelijke capaciteit bepaald.

Ik vestig eveneens de aandacht van de lokale overheden op de impact van de voorwaarden die zij koppelen aan het verlenen van toelatingen voor gebeurtenissen (keuze van de plaats, van het tijdstip, interne ordedienst, ...) op de politie-inzet.

Het is belangrijk dat de politiediensten bij het beheer van gebeurtenissen in het domein van de openbare orde werken vanuit eenzelfde basisfilosofie. Het referentiekader dat daartoe gehanteerd wordt, is beschreven in de rondzendbrief CP4 (2) en betreft het genegotieerd beheer van de publieke ruimte (GBOR), en in de ministeriële omzendbrief OOP 41 (3) betreffende de operationalisering van dit referentiekader.

J'insiste donc encore une fois sur un certain nombre de tâches clés des services de police :

- fournir un effort maximal pour obtenir les informations pertinentes des services de police et de renseignement, aussi bien avant que pendant et après l'événement;
- fonder leur approche sur une analyse de risques approfondie et professionnelle;
- accompagner les manifestations de manière professionnelle;
- contribuer à la protection des libertés et des droits individuels;
- contribuer activement à la protection des personnes, des biens et des institutions;
- encadrer les groupes à risques;
- mener des actions réfléchies, ciblées et proportionnées afin de limiter au maximum l'escalade, les dommages et les nuisances sociales.

2. Champ d'application

En exécution de l'article 62, 10°, de la LPI, le mécanisme HyCap est réservé aux renforts, fournis à titre exceptionnel et temporaire, pour l'exécution de missions de police administrative de grande ampleur.

Il s'agit d'un mécanisme d'appui entre zones de police dans le cadre de la gestion d'événements dans le domaine de l'ordre public, lorsqu'une zone de police chargée de la gestion d'un événement n'est pas en mesure de l'assurer seule.

La coordination et la direction opérationnelles [Gold Commander (4)] de la gestion policière d'un tel événement sont attribuées au chef de corps de la police locale ou au directeur coordonnateur administratif (DirCo), conformément aux articles 7 à 7/5 de la Loi sur la fonction de police (LFP).

L'événement en question se déroule principalement sur le territoire d'une ou de plusieurs zone(s) de police, ce qui n'exclut cependant pas qu'un terrain d'action prioritaire attribué à un service de la police fédérale puisse bénéficier de ces renforts lorsqu'il intègre le dispositif global mis en œuvre (Silver Commander) sous la responsabilité du Gold Commander.

La MFO-2 n'a donc pas pour objectif de répondre de manière structurelle à des déficits capacitaire, que ce soit au sein d'une zone de police ou d'un service de la police fédérale.

La procédure décrite dans la présente directive ne peut toutefois porter préjudice au devoir d'assistance mutuelle entre services de police tel que prévu à l'article 43 de la LFP. Lors d'événements non planifiés, les moyens disponibles doivent dans un premier temps être immédiatement engagés et la solidarité au sein de la police intégrée est une nécessité.

3. Principes

3.1. Transparence

Le mécanisme HyCap doit être harmonieusement intégré dans l'engagement de la capacité spécialisée ou non [Corps d'intervention (CIK) et Direction de la sécurité publique (DAS)] pour la GNEP dont dispose la police fédérale. Cette capacité doit être utilisée de manière optimale afin de limiter autant que possible l'utilisation de l'HyCap.

Afin d'assurer la transparence et de rendre compte, la police fédérale fait rapport tous les semestres au Comité de coordination de la police intégrée (CC GPI) et via les DirCo à toutes les zones de police locales de la mesure dans laquelle elle contribue, via le CIK et la DAS, à la diminution de l'engagement de l'HyCap.

Une répartition objectivée et rationalisée de la totalité de la capacité du CIK est également nécessaire, avec la garantie aux autorités et aux citoyens d'un service minimal équivalent sur l'ensemble du territoire du Royaume.

3.2. Niveau de disponibilité

Le niveau de disponibilité correspond à la mobilisation maximale du personnel d'une zone de police pouvant être fourni en renfort au profit d'une autre zone. Il se monte en général à 7 % maximum des effectifs disponibles.

Les chefs de corps d'un arrondissement, en concertation avec le DirCo, sont libres de conclure des accords sur une autre répartition réciproque des renforts à fournir. Chaque zone de police reste cependant toujours responsable de remplir les obligations prescrites par cette circulaire, en particulier pour ce qui concerne le niveau de disponibilité.

En cas de mobilisation de ces effectifs, un délai d'avertissement minimum avant le début de la prestation de service demandée doit en tout temps être respecté. Ce délai d'avertissement s'élève idéalement à minimum 96 heures, auquel cas le niveau de disponibilité de 7 % est

Ik wens in dit raam nogmaals de nadruk te leggen op een aantal kerntaken voor de politiediensten :

- zij leveren maximale inspanningen om de relevante inlichtingen te verkrijgen van de politie- en inlichtingendiensten, zowel voor, tijdens als na de gebeurtenis;
- zij baseren hun aanpak op een grondige en professionele risicoanalyse;
- zij begeleiden op een professionele manier manifestaties;
- zij dragen bij tot de bescherming van de individuele rechten en vrijheden;
- zij dragen actief bij tot de bescherming van personen, goederen en instellingen;
- zij omkaderen risicogroepen;
- zij voeren acties uit die doordacht, gericht en geproportioneerd zijn met het oog op de maximale beperking van escalatie, schade en maatschappelijke overlast.

2. Toepassingsgebied

In uitvoering van artikel 62, 10°, WGP, wordt het HyCap-mechanisme voorbehouden voor het uitzonderlijk en tijdelijk verlenen van versterking bij het uitvoeren van omvangrijke opdrachten van bestuurlijke politie.

Het is een versterkingsmechanisme tussen politiezones in het raam van het beheer van gebeurtenissen in het domein van de openbare orde waarvoor de politiezone die het beheer ervan dient te verzekeren, niet alleen kan instaan.

De operationele coördinatie en leiding [Gold Commander (4)] van het politieel beheer van de desbetreffende gebeurtenis worden toegewezen aan de korpschef van de lokale politie of de bestuurlijke directeur-coördinator (DirCo), overeenkomstig de artikelen 7 tot 7/5 van de wet op het politieambt (WPA).

Deze gebeurtenis zal zich hoofdzakelijk afspelen op het grondgebied van één of meerdere politiezones. Dit sluit evenwel niet uit dat versterkingen kunnen worden ingezet op een actieerrein dat prioritair is toegewezen aan een dienst van de federale politie, indien deze inzet deel uitmaakt (Silver Commander) van de globale operatie onder de verantwoordelijkheid van de Gold Commander.

De MFO-2 heeft niet tot doel om op structurele wijze een antwoord te bieden op bestaande capaciteitstekorten binnen een politiezone of binnen een dienst van de federale politie.

De in deze richtlijn beschreven procedure mag evenwel geen afbreuk doen aan de wederzijdse bijstandsplijt tussen politiediensten zoals bepaald in artikel 43 WPA. Bij niet-geplande gebeurtenissen dienen in een eerste tijd de beschikbare middelen onmiddellijk te worden ingezet en is solidariteit binnen de geïntegreerde politie noodzakelijk.

3. Principes

3.1. Transparantie

Het HyCap-mechanisme dient evenwichtig te worden geïntegreerd binnen de inzet van de al dan niet gespecialiseerde capaciteit [Interventiekorps (CIK) en Directie openbare veiligheid (DAS)] voor GBOR waarover de federale politie beschikt. Deze capaciteit moet optimaal worden aangewend om het gebruik van HyCap zoveel mogelijk te beperken.

Vanuit het oogpunt van transparantie en rekenschap zal de federale politie semestriel aan het Coördinatiecomité van de geïntegreerde politie (CC GPI) en via de DirCo's aan alle lokale politiezones rapporteren over de mate waarin zij met het CIK en DAS bijdraagt tot het verminderen van de inzet van HyCap.

Een geobjectiveerde en gerationaliseerde verdeling van de totale capaciteit van het CIK is eveneens noodzakelijk, met garantie aan de overheden en de burgers van een minimale gelijkwaardige dienstverlening over het gehele grondgebied van het Kijk.

3.2. Beschikbaarheidsniveau

Het beschikbaarheidsniveau stemt overeen met de maximale mobilisatie van het personeel van een politiezone dat als versterking kan worden geleverd ten voordele van een andere zone. Dit bedraagt in regel maximum 7 % van het beschikbaar effectief.

Het staat de korpschefs van een arrondissement echter vrij om in overleg met de DirCo afspraken te maken over een andere onderlinge verdeling van deze te leveren versterking. Elke politiezone blijft evenwel steeds verantwoordelijk voor het vervullen van de verplichtingen die door deze omzendbrief worden opgelegd, in het bijzonder voor wat het beschikbaarheidsniveau betreft.

Bij mobilisatie van deze effectiven dient een minimale waarschuwstermijn voor aanvang van de gevraagde dienstprestatie steeds gerespecteerd te worden. Deze waarschuwstermijn bedraagt idealiter minimum 96 uur, in welk geval het beschikbaarheidsniveau van 7 %

d'application. Le niveau de disponibilité est ramené à 4 % si le délai d'avertissement est compris entre 24 heures et 96 heures. Moins de 24 heures avant le début de prestation, aucun niveau de disponibilité n'est d'application.

Une zone de police qui doit ponctuellement faire face à des missions de police administrative de grande ampleur sur son territoire, est dispensée pour ce/ces jour(s) de livrer de l'HyCap si son engagement propre dépasse le seuil de recevabilité (voir infra). Cette dispense doit être confirmée par le DirCo concerné et la Direction des opérations de police administrative (DAO).

La notion d'effectifs disponibles est définie comme le cadre opérationnel de la zone de police concernée ainsi que le personnel opérationnel détaché de la police fédérale. Le total est toutefois limité à la norme minimale telle que définie dans l'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale (ci-après dénommé "AR du 5 septembre 2001").

Pour une zone de police dont la norme de financement fédérale (5) est inférieure à celle de l'AR du 5 septembre 2001, cette norme de financement fédérale est reprise pour les effectifs disponibles.

Le niveau de disponibilité est calculé chaque année (6).

En cas de circonstances exceptionnelles pour lesquelles une mobilisation policière de très grande ampleur est nécessaire, le niveau de disponibilité maximum peut, sur décision du ministre de l'Intérieur, être ponctuellement et très exceptionnellement augmenté à 10 %. Une telle décision peut uniquement être prise après épuisement complet de la capacité tant du CIK, de la DAS que des écoles de polices disposant d'une capacité formée et équipée.

3.3. Ligne de prestation

La ligne de prestation correspond à un nombre d'unités de prestation constituant une capacité "comptable" fictive de prestations pouvant être sollicitées sur la base de la solidarité [1,2 % x 1,5 de la capacité annuelle de chaque zone de police (7)].

La ligne de prestation est calculée chaque année sur la base des mêmes effectifs que ceux pris en compte pour les calculs du niveau de disponibilité.

Cependant, lorsqu'une zone de police déficitaire omet volontairement de remplir son cadre organique, le ministre de l'Intérieur peut décider de calculer la ligne de prestation proportionnellement à l'effectif minimum tel que défini dans l'AR du 5 septembre 2001.

L'annexe A donne un aperçu de l'effectif disponible, de la ligne de prestation et du niveau de disponibilité par zone, par arrondissement et par province. Cette annexe mentionne également les effectifs opérationnels disponibles du CIK et de DAS.

3.4. Niveau de mobilisation

Du point de vue de l'efficacité et de la qualité, les missions HyCap sont subdivisées comme suit :

3.4.1. GNEP Niv A :

Toutes les missions dans le domaine du Public Management (gestion des événements officiels, récréatifs, commerciaux, sportifs, ...). Ces missions n'exigent aucune organisation en unités constituées, ni de formation, d'entraînement ou d'équipement spécifiques et sont exécutables par tout membre du personnel ayant un profil GPI 48 (8). Néanmoins, étant donné le rôle de police d'accueil et de surveillance, elles font partie du concept utilisé en matière de gestion négociée de l'espace public.

3.4.2. GNEP Niv B :

Missions dans le cadre du maintien de l'ordre public (Crowd Control) : événements et rassemblements revendicatifs, piquets de grève, manifestations de protestation, matches de football avec noyaux durs actifs, ...

Missions dans le cadre du rétablissement de l'ordre public (Crowd Contain) : rassemblements violents, rassemblements interdits, rassemblements armés, échauffourées, milices privées, ... (article 22, alinéa 2, LFP).

Elles sont exécutées en unités constituées et exigent une formation, un entraînement et un équipement spécifiques.

Les zones de police avec une norme minimale inférieure à 75 équivalents temps plein (FTE) exécutent uniquement des missions GNEP Niv A et sont classées dans la catégorie HyCap A. Les autres zones de police sont classées dans la catégorie HyCap B et exécutent en priorité des missions GNEP Niv B et, de manière résiduelle, des missions GNEP Niv A.

Un an après l'entrée en vigueur de cette circulaire, le groupe de travail MFO-2 (point 6.4) évaluera dans quelle mesure cette distinction (75 FTE) peut être appliquée aux zones de police à partir de la catégorie 3 (9).

van toepassing is. Het beschikbaarheidsniveau wordt verminderd naar 4 % indien de waarschuwingstermijn begrepen is tussen 24 uur en 96 uur. Minder dan 24 uur voor de aanvang van de dienstprestatie is geen enkel beschikbaarheidsniveau van toepassing.

Een politiezone die punctueel geconfronteerd wordt met omvangrijke opdrachten van bestuurlijke politie op haar eigen grondgebied, wordt voor die dag(en) vrijgesteld van het leveren van HyCap indien haar eigen inzet de ontvankelijkheidstrempel (zie infra) overstijgt. Deze vrijstelling dient door de betrokken DirCo en de Directie operaties inzake bestuurlijke politie (DAO) te worden bevestigd.

De notie van beschikbaar effectief wordt gedefinieerd als het ingevuld operationeel kader van de betrokken politiezone en het operationele personeel dat vanuit de federale politie gedetecteerd wordt. Het totaal wordt evenwel gelimiteerd tot de minimale norm zoals bepaald in het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationele en van het administratieve en logistiek personeel van de lokale politie (hierna "KB van 5 september 2001" genoemd).

Voor een politiezone waarvan de federale financieringsnorm (5) lager is dan de minimale norm van het KB van 5 september 2001, wordt voor het beschikbaar effectief die federale financieringsnorm genomen.

Het beschikbaarheidsniveau wordt jaarlijks berekend (6).

In geval van uitzonderlijke omstandigheden waarbij een zeer grootschalige politieke mobilisatie noodzakelijk is, kan op beslissing van de minister van Binnenlandse Zaken het maximale beschikbaarheidsniveau punctueel en zeer uitzonderlijk verhoogd worden naar 10 %. Dergelijke beslissing kan enkel genomen worden na volledige uitputting van de capaciteit van zowel CIK, DAS als de opgeleide en uitgeruste capaciteit in de politiescholen.

3.3. Prestatielijn

De prestatielijn stemt overeen met een aantal prestatie-eenheden die een fictieve "boekhoudkundige" capaciteit vormen van prestaties die op basis van de solidariteit kunnen worden gevraagd [1,2 % x 1,5 van de jaarlijkse capaciteit van elke politiezone (7)].

De prestatielijn wordt jaarlijks berekend op grond van dezelfde effectieven als die welke in aanmerking worden genomen voor de berekeningen van het beschikbaarheidsniveau.

Wanneer een deficitair politiezone evenwel vrijwillig nalaat haar organiek kader op te vullen, kan de minister van Binnenlandse Zaken beslissen om de prestatielijn te berekenen in verhouding tot het minimaal effectief zoals bepaald in het KB van 5 september 2001.

In bijlage A wordt per zone, arrondissement en provincie een overzicht gegeven van het beschikbaar effectief, de prestatielijn en het beschikbaarheidsniveau. Deze bijlage vermeldt eveneens het beschikbaar operationeel effectief van CIK en DAS.

3.4. Mobilisatienniveau

Vanuit een efficiëntie- en kwaliteitsperspectief worden de HyCap-opdrachten als volgt onderverdeeld :

3.4.1. GBOR Niv A :

Alle opdrachten in het domein van Public Management (beheren van officiële evenementen, recreatieve evenementen, commerciële evenementen, sportieve evenementen, ...). Deze opdrachten vereisen geen organisatie in geconstitueerd verband, noch een bijzondere opleiding, training of uitrusting en zijn uitvoerbaar door elk personeelslid met een GPI 48-profiel (8). Ze maken echter vanuit de rol van onthaal- en toezichtspolitie wel deel uit van het gehanteerde concept inzake genogteerde beheer van de publieke ruimte.

3.4.2. GBOR Niv B :

Opdrachten in het raam van de handhaving van de openbare orde (Crowd Control) : revindicatieve evenementen en bijeenkomsten, stakerspiket, protestmanifestatie, voetbalwedstrijd met actieve harde kern, ...

Opdrachten in het raam van het herstellen van de openbare orde (Crowd Contain) : gewelddadige samenscholingen, verboden samenscholingen, gewapende samenscholingen, rellen, private militaries, ... (artikel 22, tweede lid, WPA).

Ze worden uitgevoerd in geconstitueerd verband en vereisen een specifieke opleiding, training en uitrusting.

Politiezones met een minimale norm lager dan 75 voltijdse equivalenten (FTE) voeren enkel opdrachten GBOR Niv A uit en worden ingedeeld in de categorie HyCap A. De overige politiezones worden ingedeeld in de categorie HyCap B en voeren prioritair opdrachten GBOR Niv B uit en residuair opdrachten GBOR Niv A.

Eén jaar na de inwerkingtreding van deze omzendbrief zal de werkgroep MFO-2 (punt 6.4) evalueren in welke mate dit onderscheid (75 FTE) kan worden uitgebreid tot politiezones vanaf categorie 3 (9).

Les zones classées en HyCap A peuvent, via un accord de coopération structurel ou une association, choisir d'être classées dans la catégorie de l'HyCap B. Les zones en question sont considérées comme une seule zone pour l'application des normes de la présente directive.

3.5. Seuil de recevabilité

La zone de police sur le territoire de laquelle a lieu un événement nécessitant un déploiement important de moyens policiers doit en première instance fournir elle-même un effort suffisant par l'engagement de son propre personnel avant de faire appel à du renfort. Il s'agit du principe du seuil de recevabilité.

Le seuil de recevabilité est en général fixé à 12 % de l'effectif disponible. Lors d'événements pacifiques à caractère folklorique, historique, culturel ou sportif, on peut s'attendre à ce que la zone de police mette un maximum de ses moyens propres en œuvre. En cas d'événements pour lesquels il est principalement (mais pas nécessairement exclusivement) fait appel au GNEP Niv A, la zone de police concernée doit clairement dépasser les 12 % de son engagement propre.

Ce seuil de recevabilité doit être respecté indépendamment du niveau auquel la direction opérationnelle est confiée, y compris en cas d'opération menée sur décision du ministre de l'Intérieur.

Ce seuil de recevabilité est également d'application pour une entité déconcentrée de la police fédérale si une partie des renforts (conformément au point 3) est engagée sur un terrain d'action attribué en priorité à la police fédérale.

Les seuils de recevabilité sont déterminés chaque année.

4. Mécanisme

4.1. Engagement propre

Avant de pouvoir faire appel au mécanisme HyCap, la zone de police concernée doit engager suffisamment de moyens propres avec le seuil de recevabilité comme minimum absolu. Le seuil de recevabilité est pris en compte par jour calendrier pour l'ensemble des événements qui tombent le même jour sur le territoire de la même zone de police.

Les actions de police administrative qui sont organisées par la zone de police de sa propre initiative (ex. : contrôles d'alcoolémie, actions de contrôle et de surveillance judiciaires, ...) et qui sont indépendantes de l'événement pour lequel il est fait appel à l'HyCap, ne sont pas prises en compte dans le calcul du seuil de recevabilité.

4.2. Demande de renfort

Une demande de renfort pour laquelle l'engagement propre de la zone de police répond au principe du seuil de recevabilité, est traitée par le DirCo. L'attribution des renforts demandés se déroule différemment en fonction du niveau exigé.

4.2.1. Renforts pour des missions GNEP Niv A :

- Le DirCo concerné engagera en premier lieu la partie disponible du CIK de son propre arrondissement. Le DirCo concerné veillera à ce que cette partie disponible soit toujours maximale afin de pouvoir garantir, si nécessaire, l'opérationnalité du CIK.
- Si de la capacité supplémentaire est nécessaire, il est ensuite fait appel à l'HyCap A des zones de police au sein de l'arrondissement à raison de maximum 7 % de leur effectif disponible.
- Il est ensuite fait appel à l'HyCap B des zones de police au sein de l'arrondissement à raison de maximum 7 % de leur effectif disponible.
- Puis, il est fait appel, via DAO, à l'HyCap A des zones de police des autres arrondissements à raison de maximum 7 % de leur effectif disponible.
- En dernière instance, il sera fait appel, via DAO, au CIK des autres arrondissements, à DAS ou à l'HyCap B des zones de police en dehors de l'arrondissement à raison de maximum 7 % de leur effectif disponible.

4.2.2. Renforts pour des missions GNEP Niv B :

- Le DirCo concerné engagera en premier lieu la partie disponible du CIK de son propre arrondissement. Le DirCo concerné veillera à ce que cette partie disponible soit toujours maximale afin de pouvoir garantir, si nécessaire, l'opérationnalité du CIK.
- Si une capacité supplémentaire est encore nécessaire, il sera alors fait appel à l'HyCap B des zones de police au sein de l'arrondissement à raison de maximum 7 % de leur effectif disponible.
- Il sera ensuite fait appel, via DAO, au CIK des autres arrondissements, à la DAS ou à l'HyCap B des zones de police en dehors de l'arrondissement à raison de maximum 7 % de leur effectif disponible.

Zones qui sont classées en HyCap A peuvent, via un accord de coopération structurel ou une association, choisir d'être classées dans la catégorie de l'HyCap B. Les zones en question sont considérées comme une seule zone pour l'application des normes de la présente directive.

3.5. Ontvankelijkheidsdrempel

De politiezone op wier grondgebied een gebeurtenis plaatsvindt waarvoor een belangrijke ontwikkeling aan politiemiddelen vereist is, moet in eerste instantie zelf een voldoende inspanning leveren met de inzet van haar eigen personeel alvorens een beroep te doen op versterking. Dit is het principe van de ontvankelijkheidsdrempel.

De ontvankelijkheidsdrempel bedraagt in regel 12 % van het beschikbaar effectief. Bij vreedzame gebeurtenissen van folkloristische, historische, culturele of sportieve aard kan men verwachten dat de zone haar eigen middelen maximaal inzet. Voor deze gebeurtenissen waarbij hoofdzakelijk (maar niet noodzakelijk uitsluitend) een beroep gedaan wordt op GBOR Niv A, dient de betrokken politiezone in de eigen inzet deze 12 % dan ook duidelijk te overstijgen.

Deze ontvankelijkheidsdrempel moet worden geëerbiedigd ongeacht het niveau waaraan de operationele leiding toevertrouwd wordt, met inbegrip van een operatie geleid op beslissing van de minister van Binnenlandse Zaken.

Deze ontvankelijkheidsdrempel is eveneens van toepassing op een gedeconcentreerde entiteit van de federale politie indien een deel van de versterkingen (conform punt 3) worden ingezet op een actieruin dat prioritair is toegewezen aan de federale politie.

De ontvankelijkheidsdrempels worden jaarlijks vastgelegd.

4. Mechanisme

4.1. Eigen inzet

Vooraleer een beroep kan worden gedaan op het HyCap-mechanisme, dient de betrokken politiezone voldoende eigen middelen in te zetten met de ontvankelijkheidsdrempel als absoluut minimum. De ontvankelijkheidsdrempel wordt in aanmerking genomen per kalenderdag voor het geheel van alle op dezelfde dag samenvallende gebeurtenissen op het grondgebied van dezelfde politiezone.

Bestuurlijke politieacties die door de politiezone op eigen initiatief georganiseerd worden (bv. alcoholcontroles, gerechtelijke controle- en toezichtsacties, ...) en die losstaan van het evenement waarvoor een beroep wordt gedaan op HyCap, worden niet meegeteld in de ontvankelijkheidsdrempel.

4.2. Versterkingsaanvraag

Een versterkingsaanvraag waarbij de eigen inzet van de politiezone voldoet aan het principe van de ontvankelijkheidsdrempel, wordt door de DirCo in behandeling genomen. De toekenning van de gevraagde versterking verloopt verschillend naargelang van het vereiste niveau.

4.2.1. Versterkingen voor opdrachten GBOR Niv A :

- In de eerste plaats zal de betrokken DirCo het beschikbaar gedeelte van het CIK uit het eigen arrondissement inzetten. De betrokken DirCo waakt ervoor dat dit beschikbaar gedeelte steeds maximaal is om zodoende de operationaliteit van het CIK te kunnen garanderen.
- Indien nog bijkomende capaciteit nodig is, wordt vervolgens een beroep gedaan op de politiezones HyCap A binnen het arrondissement a rato van maximum 7 % van hun beschikbaar effectief.
- Vervolgens wordt een beroep gedaan op de politiezones HyCap B binnen het arrondissement a rato van maximum 7 % van hun beschikbaar effectief.
- Nadien wordt via DAO een beroep gedaan op de politiezones HyCap A van de andere arrondissementen a rato van maximum 7 % van hun beschikbaar effectief.
- In laatste instantie wordt via DAO een beroep gedaan op ofwel het CIK van de andere arrondissementen, de DAS of de politiezones HyCap B buiten het arrondissement a rato van maximum 7 % van hun beschikbaar effectief.

4.2.2. Versterkingen voor opdrachten GBOR Niv B :

- In de eerste plaats zal de betrokken DirCo het beschikbaar gedeelte van het CIK uit het eigen arrondissement inzetten. De betrokken DirCo waakt ervoor dat dit beschikbaar gedeelte steeds maximaal is om zodoende de operationaliteit van het CIK te kunnen garanderen.
- Indien er nog bijkomende capaciteit nodig is, wordt vervolgens een beroep gedaan op de politiezones HyCap B binnen het arrondissement a rato van maximum 7 % van hun beschikbaar effectief.
- Vervolgens wordt via DAO een beroep gedaan op ofwel het CIK van de andere arrondissementen, DAS of de politiezones HyCap B buiten het arrondissement a rato van maximum 7 % van hun beschikbaar effectief.

DAO appliquera les ordres d'engagement susmentionnés en bon père de famille et avec la flexibilité nécessaire. La limitation des prestations HyCap, l'engagement concentrique, le bon déroulement du service d'ordre et une utilisation efficace des moyens constituent le fil conducteur.

4.3. Comptabilisation sur la ligne de prestation

Le temps à comptabiliser sur la ligne de prestation comprend la mission et le déplacement. Le temps consacré à la reconnaissance et aux briefings est également comptabilisé sur la ligne de prestation, même si ceux-ci n'ont pas lieu le jour de l'événement.

Les heures de week-end sont comptabilisées en double. Les équipes canines de patrouille sont également comptabilisées en double pendant la semaine. Aucune autre forme de double comptabilisation n'est possible.

La formation et les entraînements annuels pour les membres des zones de police qui font partie de la catégorie HyCap B sont comptabilisés jusqu'à maximum 7 % de la ligne de prestation par zone de police.

5. Cas particuliers

5.1. Appui spécifique

Outre les fonctionnaires de police individuels et les unités constituées, il peut également être fait appel, lors d'une gestion négociée, à un appui spécifique :

- officiers de liaison;
- équipes canines (chien et maître-chien);
- motards;
- équipes d'information;
- ...

Ce type d'appui est toujours donné par la police locale sur base volontaire.

Pour demander et comptabiliser cet appui au sein du mécanisme HyCap, la zone à l'origine de la demande ne doit pas nécessairement respecter le principe du seuil de recevabilité.

5.2. Football

Les zones de polices chargées de matches de football font régulièrement face au comportement difficile de certains supporters. Le fonctionnement des spotters, tel que fixé par la circulaire ministérielle OOP 38 (10), constitue un élément essentiel de l'approche qualitative en vue de limiter les comportements déviants lors de matches de football.

À l'exception des rencontres internationales, la zone de police du club visiteur est soumise à un engagement obligatoire de spotters.

Leur nombre varie en fonction du risque engendré par le déplacement des supporters concernés. Pour ce faire, une analyse de risques des déplacements de supporters est réalisée par la Cellule Football du SPF Intérieur de concert avec DAO, avant chaque saison, afin de répartir les clubs en trois catégories.

Cette analyse de risques tient au moins compte des éléments suivants :

- le nombre moyen de supporters et, plus particulièrement, le nombre moyen de supporters ayant un comportement à risques potentiel qui accompagnent l'équipe en déplacement;
- la nature du et le nombre d'incidents qui se sont produits lors des deux dernières saisons;
- les efforts fournis dans le domaine de la collecte de preuves et l'approche réelle des incidents. La politique de verbalisation joue un rôle important;
- le stewarding en déplacement et la politique du club en matière de poursuites (exclusions civiles).

Cette analyse annuelle ne dispense pas de l'analyse de risques dynamique qui doit précéder chaque rencontre.

La décision finale de demander l'appui de spotters du club visiteur incombe au Gold Commander. Par conséquent, l'appui de spotters ne doit être fourni par la zone de police du club visiteur que si celui-ci est demandé par la zone de police qui gère le service d'ordre. Les spotters visiteurs travaillent donc sous la responsabilité et selon les directives de cette dernière.

Le nombre définitif de spotters visiteurs est discuté dans le cadre de la préparation de l'événement entre la zone qui bénéficie de l'appui et celle qui le fournit, et ce, sur la base d'une analyse de risques dynamique.

DAO zal bovenvermelde inzetvolgordes als een goede huisvader en met de nodige flexibiliteit toepassen. Het beperken van de HyCap-prestaties, een concentrische inzet, het goede verloop van de ordedienst en een efficiënte aanwending van de middelen gelden hierbij als leidraad.

4.3. Aanrekening op de prestatielijn

De aan te rekenen tijd op de prestatielijn omvat de opdracht en de verplaatsing. De tijd besteed aan verkenning en briefings wordt eveneens aangerekend op de prestatielijn, zelfs indien deze niet op de dag van de gebeurtenis plaatsvinden.

De weekenduren worden bij het aanrekenen op de prestatielijn dubbel verrekend. Patrouillehondenteams worden bijkomend ook tijdens de week dubbel aangerekend. Enige andere vorm van dubbele aanrekening is niet mogelijk.

De opleiding en jaarlijkse trainingen voor leden van politiezones die ingedeeld zijn in de categorie van HyCap B worden aangerekend tot een maximum van 7 % van de prestatielijn per politiezone.

5. Bijzondere gevallen

5.1. Specifieke steun

Naast individuele politieambtenaren en geconstitueerde eenheden kan bij het genegotieerd beheer ook een beroep worden gedaan op specifieke steun :

- verbindingsofficieren;
- hondenteams (hond en geleider);
- motorrijders;
- informatieploegen;
- ...

Dergelijke steun wordt door de lokale politie steeds op vrijwillige basis verleend.

Voor het aanvragen en het aanrekenen van deze steun binnen het HyCap-mechanisme is het niet vereist dat de aanvragende zone het principe van de ontvankelijkheidsdrempel respecteert.

5.2. Voetbal

Politiezones die voetbalwedstrijden moeten beheren, worden vaak geconfronteerd met overlastgedrag van bepaalde supporters. De spotterswerking, zoals vastgelegd in de ministeriële omzendbrief OOP 38 (10), vormt een essentieel onderdeel van de kwalitatieve aanpak van overlastgedrag naar aanleiding van deze voetbalwedstrijden.

Met uitzondering van de internationale wedstrijden wordt daarom een verplichte inzet van spotters gehanteerd voor de politiezone van herkomst van bepaalde bezoekeende clubs.

Het aantal in te zetten spotters schommelt naargelang van het risico van de supportersverplaatsingen. Daarom wordt vóór elk seizoen een risicoanalyse van de supportersverplaatsingen uitgevoerd door de Voetbalcel van de FOD Binnenlandse Zaken in samenwerking met DAO om clubs te verdelen in drie categorieën.

Deze risicoanalyse houdt minstens rekening met volgende elementen :

- het aantal toeschouwers en meer bepaald het aantal toeschouwers met potentieel risicogedrag dat gemiddeld op verplaatsing meegaat;
- de aard van en het aantal incidenten tijdens de laatste twee seizoenen;
- de inspanningen die worden geleverd betreffende bewijsgaring en de daadwerkelijke aanpak van incidenten. Het verbaliseringsbeleid speelt hierbij een belangrijke rol;
- stewarding op verplaatsing en het vervolgingsbeleid van de club (burgerrechtelijke uitsluitingen).

Deze jaarlijkse analyse doet geen afbreuk aan de noodzaak van een dynamische risicoanalyse die aan elke afzonderlijke wedstrijd moet voorafgaan.

De finale beslissing met betrekking tot de inzet van bezoekeende spotters ligt bij de Gold Commander. Spotters dienen bijgevolg enkel geleverd te worden door de politiezone van de bezoekeende club indien dit gevraagd wordt door de politiedienst die de ordedienst beheert. Deze steun werkt dan bijgevolg ook onder de verantwoordelijkheid en volgens de richtlijnen van de ontvangende politiezone.

Het definitieve aantal bezoekeende spotters wordt in het raam van de voorbereiding van de gebeurtenis besproken tussen de begunstigde en de leverende politiezone op basis van een dynamische risicoanalyse.

Sauf circonstances exceptionnelles à motiver par écrit en fonction de l'analyse de risques dynamique, il s'agit en général de l'appui suivant :

- catégorie de risques C : fourniture de minimum 6 à maximum 8 spotters;
- catégorie de risques B : fourniture de minimum 2 à maximum 4 spotters;
- catégorie de risques A : fourniture de 2 spotters.

Le classement des clubs par catégorie de risques est reproduit dans l'annexe B.

Le principe du seuil de recevabilité n'est pas d'application pour l'engagement de spotters.

5.3. Evénements non planifiés de longue durée

En cas d'événements non planifiés de longue durée (plus de 48 heures) qui exigent une capacité excessive par rapport aux possibilités de la zone de police, le chef de corps peut, via le DirCo et après concertation avec celui-ci, demander à DAO une exception temporaire permettant de diminuer sensiblement la norme de l'engagement propre de 12 % (seuil de recevabilité). Tel est le cas, par exemple, pour la protection de personnes et/ou d'institutions consécutive à une menace externe ou en cas d'apparition d'importants problèmes de sécurité (11).

Le seuil de recevabilité temporaire, qui est à prendre en considération par période de 24 heures, est fixé de concert entre le chef de corps, le DirCo et DAO. La zone de police qui reçoit le renfort doit toutefois prévoir l'encadrement nécessaire des services et unités en renfort, avec l'appui éventuel du DirCo concerné.

5.4. Appui de crise

Lors de la mobilisation d'effectifs via le mécanisme HyCap, un délai d'avertissement minimum de 24 heures doit toujours être respecté. En cas de crises importantes et graves, je constate qu'il existe une grande solidarité entre les zones de police et qu'un appui spontané est offert. Cet appui volontaire peut être comptabilisé sur la ligne de prestation à condition qu'il ait été notifié par le biais du DirCo et approuvé par DAO.

5.5. Grève des agents pénitentiaires

Sur la base de la directive ministérielle contraignante MFO-1 (non publiée), la police locale garantit le maintien de l'ordre dans les prisons pendant les grèves du personnel pénitentiaire. Si les moyens d'une zone de police locale sont insuffisants, il peut être fait appel au mécanisme HyCap et à la police fédérale.

5.6. Evénements récurrents et prévisibles

Certains événements ont un caractère répétitif et prévisible et exigent également un engagement policier considérable (festivals de musique, Grand Prix F1, ...). Etant donné que les demandes de renfort pour de tels événements sont connues longtemps à l'avance, il est de préférence fait appel ici à l'HyCap, et ce, pour permettre un planning optimal des services à prêter et ainsi limiter l'impact sur les fonctionnalités de base des zones de police concernées.

6. Rôles des différents acteurs

6.1. Chef de corps

La demande de renfort est le résultat d'une analyse de risques approfondie tenant compte, entre autres, du lieu de l'événement, des informations connues sur des activistes éventuels, de la possibilité d'une contre-manifestation, ...

Réaliser l'analyse de risques à temps permet d'obtenir rapidement une vue sur les mesures à prendre et donc également de la capacité policière nécessaire.

Pour les événements récurrents (matches de football et autres rencontres sportives, festivals de musique, activités culturelles de grande ampleur, ...) et sans autres éléments de menace, la capacité policière nécessaire peut déjà être évaluée dès que le lieu et le moment de l'événement sont connus.

Il est ainsi possible d'introduire les demandes d'appui dans les temps et les services de police qui viennent en appui peuvent également élaborer leur planning à temps. Les demandes d'appui tardives doivent toujours être évitées car elles perturbent inutilement le bon fonctionnement des zones de police qui doivent venir en renfort.

Les demandes d'appui sont toujours établies et introduites au moyen des systèmes et supports d'information prévus [BePad (12)].

Behoudens uitzonderlijke omstandigheden, schriftelijk te motiveren in functie van de dynamische risicoanalyse, gaat het om volgende inzet :

- risicocategorie C : levering van minimum 6 en maximum 8 spotters;
- risicocategorie B : levering van minimum 2 en maximum 4 spotters;
- risicocategorie A : levering van 2 spotters.

De rangschikking van de clubs per risicocategorie is weergegeven in bijlage B.

Het principe van de ontvankelijkheidsdrempel geldt niet voor de inzet van spotters.

5.3. Langdurige niet-geplande gebeurtenissen

In geval van langdurige (meer dan 48 uur) niet-geplande gebeurtenissen waarbij een politiezone in verhouding tot haar mogelijkheden te veel capaciteit moet inzetten, mag de korpschef, na overleg met en via de DirCo, aan DAO een tijdelijke uitzonderingsregeling vragen waarbij de norm voor de eigen inzet van 12 % (ontvankelijkheidsdrempel) gevoelig afgewerkt wordt. Dit is bijvoorbeeld het geval voor de bescherming van personen en/of instellingen als gevolg van een externe dreiging of bij opduikende belangrijke veiligheidsproblemen (11).

De tijdelijke ontvankelijkheidsdrempel die per periode van 24 uur in aanmerking genomen wordt, wordt bepaald in overleg tussen de korpschef, de DirCo en DAO. De ontvangende politiezone dient, eventueel met ondersteuning van de betrokken DirCo, hoe dan ook te voorzien in voldoende omkadering van de diensten en eenheden die in steun komen.

5.4. Crisissteun

Bij de mobilisatie van effectiven via het HyCap-mechanisme dient steeds een minimale waarschuwingstermijn van 24 uur gerespecteerd te worden. In geval van omvangrijke en ernstige crisissen stel ik vast dat de solidariteit tussen de politiezones groot is en dat er spontaan steun wordt geboden. Deze vrijwillige steun kan worden aangerekend op de prestatielijn, op voorwaarde dat hij via de DirCo werd aangemeld en door DAO werd goedgekeurd.

5.5. Staking van penitentiaire beambten

Op basis van de dwingende ministeriële richtlijn MFO-1 (niet gepubliceerd) staat de lokale politie in voor de ordehandhaving in gevangenissen tijdens stakingen van het gevangenispersonnel. Indien de middelen van een lokaal politiekorps ontoereikend blijken, kan een beroep gedaan worden op het HyCap-mechanisme en op de federale politie.

5.6. Weerkerende en voorzienbare evenementen

Bepaalde evenementen hebben een repetitief en voorzienbaar karakter en vergen tevens een aanzienlijke politie-inzet (muziekfestivals, Grand Prix F1, ...). Aangezien de versterkingsaanvragen voor dergelijke evenementen reeds zeer lang op voorhand bekend zijn, wordt hier bij voorkeur een beroep gedaan op HyCap. Dit om een betere planning van de te leveren diensten mogelijk te maken en zo de impact op de basisfunctionaliteiten van de betrokken politiezones te beperken.

6. Rollen van de verschillende actoren

6.1. Korpschef

De aanvraag tot versterking is het resultaat van een grondige risicoanalyse waarbij rekening wordt gehouden met onder andere de plaats van de gebeurtenis, de gekende inlichtingen over mogelijke actievoerders, de mogelijkheid van een tegenmanifestatie, ...

Het tijdig maken van die risicoanalyse maakt het mogelijk snel zicht te hebben op de te nemen maatregelen, en dus ook op de nodige politiecapaciteit.

Voor terugkerende gebeurtenissen (voetbal- en andere sportwedstrijden, muziekfestivals, grootschalige culturele activiteiten, ...) en zonder bijkomende dreigingselementen kan de nodige politiecapaciteit reeds ingeschat worden zodra de plaats en het tijdstip van de gebeurtenis bekend zijn.

Op die manier wordt het mogelijk om tijdig de steunaanvragen in te dienen en kunnen de politiediensten die in steun komen ook hun planning tijdig uitwerken. Laattijdige steunaanvragen dienen steeds vermeden te worden aangezien ze de goede werking van de politiezones die in versterking moeten komen, noodeloos verstören.

Aanvragen tot versterking worden steeds opgesteld en ingediend aan de hand van de voorziene informatiedragers en -systemen [BePad (12)].

6.2. DirCo

Le DirCo organise, de concert avec les chefs de corps, la mobilisation et la mise en œuvre de l'HyCap au sein de l'arrondissement. Il dresse, au niveau de l'arrondissement, un inventaire de l'HyCap dans les zones et des protocoles d'accord entre les zones de police qui peuvent influencer la capacité opérationnelle disponible. La capacité de mobilisation globale au niveau de l'arrondissement doit néanmoins toujours être garantie.

À l'exception de l'appui en matière de missions spécialisées de police judiciaire (article 102 de la LPI), le DirCo est, conformément à l'article 104 de la LPI, chargé de répondre aux demandes d'appui opérationnel de la police locale.

Le DirCo concerné évalue la demande d'appui opérationnel, de concert avec le chef de corps de la police locale concernée par l'événement, en tenant compte des possibilités et des limites. Pour ce faire, il se base sur l'analyse de risques établie et prend en compte, pour son évaluation, les critères de légalité, de subsidiarité et de spécialité, de proportionnalité, de rentabilité, d'opportunité ainsi que la mise en œuvre des moyens propres de la zone.

Lorsque le DirCo estime qu'une demande d'appui ne répond pas aux critères susmentionnés, il consulte le chef de corps compétent. Si aucun consensus ne peut être atteint, les deux points de vue motivés sont transmis à DAO, qui prend ensuite une décision quant à l'appui à fournir. Le chef de corps concerné peut faire opposition à cette décision auprès du ministre de l'Intérieur, ou du fonctionnaire désigné par celui-ci, lequel prend ensuite une décision.

Etant donné que la planification et la préparation sont essentielles lors de la gestion d'événements, le DirCo assure de manière proactive le suivi des différents événements (planifiés) au sein de son arrondissement. Il assure également activement le suivi des demandes de renfort venant de son arrondissement. D'une part, il le fait en partant d'une perspective historique (évolution dans le temps des demandes d'appui pour des événements récurrents ou similaires). D'autre part, il assure pour chaque événement le suivi de l'évolution des demandes de renfort spécifique (demande dans les temps, statut de la demande et décision, pénuries, alternatives, ...).

Le DirCo traite également les demandes d'appui externes qui lui sont envoyées par DAO au profit d'autres arrondissements. Il consulte DAO quand il est d'avis que les zones de police au sein de son arrondissement ne peuvent pas ou très difficilement répondre à la demande.

Le DirCo établit annuellement pour les chefs de corps de l'arrondissement, le commissaire général de la police fédérale, le président de la Commission permanente de la police locale (CPPL), l'Inspection générale (AIG) et DAO un rapport d'évaluation du fonctionnement du système HyCap au sein de son arrondissement ainsi qu'à l'appui de la police fédérale lors de la gestion des événements. Il attache une attention particulière aux problèmes constatés et mentionne les propositions d'amélioration et les solutions possibles.

6.3. DAO

DAO est le coordinateur opérationnel national pour la police intégrée pour ce qui est des mécanismes décrits dans la présente directive.

DAO prend plusieurs paramètres en considération pour désigner l'arrondissement devant fournir le renfort, notamment le régime linguistique, la proximité géographique, la durée prévue de la mission, la mesure dans laquelle la ligne de prestation des zones de police au sein des arrondissements a déjà été utilisée, la charge de travail des zones de police au sein des arrondissements au cours de la période considérée, L'application concrète de ces différents critères se fait avec bon sens et en concertation avec les DirCo. L'utilisation de BePad lors de cette concertation permet d'évaluer de manière transparente tant la charge de travail des zones de police en matière de missions de police administrative que la disponibilité de l'appui de la police fédérale.

DAO évalue ponctuellement les demandes d'appui opérationnel qui lui sont envoyées. Pour ce faire, elle se base sur les critères de légalité, de subsidiarité et de spécialité, de proportionnalité, de rentabilité, d'opportunité ainsi que sur la mise en œuvre des moyens propres de la zone concernée. Le cas échéant, DAO peut demander au DirCo concerné une évaluation supplémentaire de la demande d'appui.

En fonction des besoins en matière de gestion des missions planifiées ou non et sur la base d'une concertation entre les DirCo et les chefs de corps concernés, DAO peut, avant ou après la mission initiale, réorienter l'appui déjà attribué vers de nouvelles missions.

Afin de pouvoir répondre rapidement à la demande d'un service de police devant faire face à un manque de personnel à la suite d'un événement inopiné, il est opportun que DAO ait une vue globale des moyens qui peuvent éventuellement être engagés.

6.2. DirCo

De DirCo organiseert in overleg met de korpschefs de mobilisatie en de inzet van de gehypotheerde capaciteit in het arrondissement. Hij maakt op het niveau van het arrondissement de inventaris op van de in de zones gehypotheerde capaciteit en van de tussen de zones afgesloten protocolakkoorden die de beschikbare operationele capaciteit kunnen beïnvloeden. De globale mobilisatiecapaciteit op het niveau van het arrondissement dient evenwel steeds gewaarborgd te zijn.

Met uitzondering van de ondersteuning inzake de gespecialiseerde opdrachten van gerechtelijke politie (art. 102 WGP) is de DirCo conform artikel 104 WGP belast met het beantwoorden van de aanvragen tot operationele ondersteuning van de lokale politie.

In overleg met de bij het evenement betrokken korpschef van de lokale politie, en rekening houdend met de mogelijkheden en beperkingen, evaluateert de betrokken DirCo de operationele steunaanvraag. Hij baseert zich daarop op de opgestelde risicoanalyse en hanteert in zijn beoordeling de criteria van wettelijkheid, subsidiariteit en speciaaliteit, evenredigheid, rentabiliteit, opportunité, evenals de inzet van de eigen middelen van de zone.

Wanneer de DirCo meent dat een steunaanvraag de toetsing aan bovenvermelde criteria niet doorstaat, zal hij hieromtrent in overleg treden met de verantwoordelijke korpschef. Wanneer geen consensus kan worden bereikt, zullen beide standpunten gemotiveerd aan DAO worden gecommuniceerd. DAO zal vervolgens een beslissing nemen over de toe te kennen steun. De betrokken korpschef kan tegen deze beslissing bezwaar aantekenen bij de minister van Binnenlandse Zaken, of bij de door hem aangewezen ambtenaar, die vervolgens beslist.

Omdat planning en voorbereiding essentieel zijn bij het beheer van gebeurtenissen, volgt de DirCo de onderscheiden (geplande) gebeurtenissen binnen de omschrijving van zijn arrondissement op een proactieve wijze op. Hij volgt ook de versterkingsaanvragen vanuit zijn arrondissement actief op. Hij doet dit enerzijds vanuit een historisch perspectief (evolutie in de tijd van de steunaanvragen voor weerkerende of gelijkaardige gebeurtenissen). Anderzijds volgt hij per gebeurtenis de evolutie op van de specifieke versterkingsaanvragen (tijdige aanvraag, status van de aanvraag en beslissing, tekorten, alternatieven, ...).

De DirCo behandelt eveneens de externe steunaanvragen ten voordele van andere arrondissementen die hem door DAO worden toegezonden. Hij zal hierover overleg plegen met DAO wanneer hij meent dat de politiezones binnen het arrondissement niet of moeilijk aan het gevraagde zullen kunnen voldoen.

De DirCo maakt jaarlijks voor de korpschefs van het arrondissement, de commissaris-generaal van de federale politie, de voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale Politie (VCLP), de Algemene inspectie (AIG) en DAO een evaluatieverslag op van het functioneren van het HyCap-systeem in zijn arrondissement evenals van de ondersteuning van de federale politie voor het beheer van gebeurtenissen. Hij schenkt daarbij bijzondere aandacht aan de vastgestelde problemen en de mogelijke verbetervoorstellingen en oplossingen.

6.3. DAO

DAO is voor de geïntegreerde politie de operationele nationale coördinator van de mechanismen die in deze omzendbrief beschreven worden.

Voor de aanduiding van het arrondissement dat de versterking moet leveren, neemt DAO verschillende parameters in aanmerking : het taalstelsel, de geografische nabijheid, de te verwachten duur van de opdracht, de mate waarin de prestatielijn van de politiezones in de arrondissementen al is verbruikt, de werklast van de politiezones in de arrondissementen in de betrokken periode, ... De concrete toepassing van deze verschillende criteria gebeurt met gezond verstand en in overleg met de DirCo's. Bij dit overleg biedt het gebruik van BePad de mogelijkheid om op een transparante manier zowel de werklast van de politiezones voor opdrachten van bestuurlijke politie als de beschikbaarheid van de steun van de federale politie in te schatten.

DAO beoordeelt punctueel de operationele steunaanvragen die haar worden toegezonden. Ze baseert zich daarop op de criteria van wettelijkheid, subsidiariteit en specialiteit, evenredigheid, rentabiliteit, opportunité, evenals op de inzet van de eigen middelen van de betrokken zone. Desgevallend kan DAO de betrokken DirCo om een bijkomende evaluatie van de steunaanvraag verzoeken.

In functie van de behoeften voor het beheer van al dan niet geplande opdrachten en op basis van het overleg tussen de betrokken DirCo's en korpschefs, kan DAO reeds toegekende steun, vóór of na haar oorspronkelijke opdracht, heroriënteren naar nieuwe opdrachten.

Om op een snelle manier te kunnen antwoorden op de vraag van de politiedienst die naar aanleiding van een niet-voorzienbare gebeurtenis met een gebrek aan personeel te kampen heeft, is het aangewezen dat DAO een globaal zicht heeft op de middelen die eventueel kunnen worden ingezet.

En tant que coordinateur national, DAO tient une concertation structurelle avec la CPPL et une concertation intensive avec les DirCo. De plus, DAO doit veiller à relayer les problèmes (éventuels) à tous les partenaires et autorités concernés.

DAO prépare chaque année la ligne de prestation à l'attention du ministre de l'Intérieur (voir annexe A).

DAO assure également le suivi de l'utilisation de la ligne de prestation et en donne un feed-back au ministre de l'Intérieur, aux DirCo, aux chefs de corps et au groupe de travail MFO-2.

6.4. Groupe de travail MFO-2

Un groupe de travail permanent MFO-2 est instauré sous la présidence de DAO. Il est composé de la CPPL, de 3 chefs de corps, de 2 DirCo, de l'Académie nationale de police (ANPA), de l'AIG, de la Direction générale du Centre de crise (DGCC), du Secrétariat administratif et technique (SAT) de l'Intérieur et de DAO. Ce groupe de travail peut se faire assister par des experts.

Il a pour mission de faire des propositions, au nom de la police intégrée, au ministre de l'Intérieur en vue d'améliorer les mécanismes décrits dans la présente circulaire et de rendre des avis relatifs à l'interprétation et à l'exécution des directives. Il a pour tâche particulière d'évaluer tous les six mois l'utilisation de la ligne de prestation et, le cas échéant, de faire des propositions d'ajustement.

6.5. SAT Intérieur

Le SAT Intérieur est chargé de l'interprétation de la directive afin de permettre son application concrète. Il reçoit une compétence d'avis en la matière, en particulier lorsque des différences d'interprétation et des désaccords lui sont soumis.

7. Impossibilité de fournir l'HyCap

7.1. Caractère contraignant

Conformément à l'article 61, deuxième alinéa, in fine LPI, une directive contraignante ne peut mettre en péril l'exécution des missions locales. C'est pour cette raison que les principes de la ligne de prestation et le niveau de disponibilité modulé ont été introduits dans la présente directive. Ils garantissent la possibilité, pour la zone de police, de continuer à exécuter ses fonctionnalités de base.

Le mécanisme HyCap a toutefois un caractère contraignant. Il concerne en outre une partie hypothéquée, par l'autorité fédérale, de la capacité d'une zone de police.

Une zone de police qui se trouve dans l'impossibilité d'exécuter une mission HyCap doit en référer au DirCo. À défaut de solution au terme de cette concertation, la zone de police concernée transmet une "impossibilité de fournir l'HyCap" écrite et motivée (voir annexe C). Le DirCo ajoute son avis sur le caractère légitime de cette impossibilité et envoie ensuite le document à DAO.

DAO ajoute également son avis et transmet le document à l'AIG et pour information au SAT Intérieur.

7.2. AIG

L'AIG assure le suivi de tous les documents qui lui sont transmis concernant l'"impossibilité de fournir l'HyCap". Lorsqu'elle estime qu'il ne s'agit pas d'une "impossibilité" mais bien d'un "refus", l'AIG constitue un dossier. Elle remet ensuite un avis motivé au ministre de l'Intérieur expliquant dans quelle mesure la non-fourniture concrète de l'HyCap peut être considérée comme un refus et doit être soumise au mécanisme de sanction financière, conformément à l'article 41, alinéa 3, de la LPI et de son arrêté d'exécution.

8. Les moyens

Les zones de police HyCap B sont tenues de mettre à disposition du personnel concerné l'équipement individuel et collectif spécifique. Elles bénéficient à cet effet d'une dotation fédérale spécifique pour l'équipement.

La tenue (équipement de fonction spécifique) et l'équipement font partie d'un concept global. Leur achat peut se faire via des marchés publics fédéraux ouverts, auxquels peut souscrire la police locale. Les normes minimales établies pour les différentes pièces d'équipement doivent toujours être respectées.

Le transport du personnel effectuant des missions HyCap est à la charge de la zone de police qui fournit le renfort. Les zones de police HyCap B doivent disposer pour ce faire de véhicules sécurisés pour le maintien d'ordre. Ces véhicules sont soumis à des normes et peuvent également être achetés via des marchés publics fédéraux ouverts, auxquels peut souscrire la police locale. Les normes minimales fixées doivent toujours être respectées.

Als nationale coördinator houdt DAO een structureel overleg met de VCLP en een intensief overleg met de DirCo's. DAO staat ook in voor het rapporteren van (mogelijke) problemen aan alle betrokken overheden en partners.

DAO bereidt jaarlijks ten behoeve van de minister van Binnenlandse Zaken de prestatielijn voor (zie bijlage A).

DAO verzekert eveneens de opvolging van het verbruik van de prestatielijn en geeft feedback aan de minister van Binnenlandse Zaken, de DirCo's, de korpschefs en de werkgroep MFO-2.

6.4. Werkgroep MFO-2

Onder voorzitterschap van DAO wordt een permanente werkgroep MFO-2 ingericht. Deze werkgroep is samengesteld uit de VCLP, 3 korpschefs, 2 DirCo's, de Nationale Politieacademie (ANPA), de AIG, de Algemene Directie Crisiscentrum (ADCC), het Administratief en Technisch Secretariaat (ATS) van Binnenlandse Zaken en DAO. De werkgroep kan zich laten bijstaan door experts.

Ze heeft als opdracht om in naam van de geïntegreerde politie aan de minister van Binnenlandse Zaken voorstellen te doen ter verbetering van de in deze omzendbrief beschreven mechanismen, alsook adviezen te geven met betrekking tot de interpretatie van de voorschriften en de uitvoering ervan. Zij heeft als bijzondere taak om zesmaandelijks het verbruik van de prestatielijn te evalueren en desgevallend voorstellen tot bijsturing te formuleren.

6.5. ATS Binnenlandse Zaken

Het ATS Binnenlandse Zaken wordt belast met de interpretatie voor de concrete toepassing van deze richtlijn. Het krijgt in deze materie een adviserende bevoegdheid, in het bijzonder wanneer het interpretatieniveau meningsverschillen worden voorgelegd.

7. Onmogelijkheid tot leveren van HyCap

7.1. Dwingend karakter

Conform het artikel 61, tweede lid, in fine WGP mag een dwingende richtlijn de uitvoering van de lokale opdrachten niet in gevaar brengen. Om deze reden worden in deze richtlijn de principes van de prestatielijn en het gemoduleerd beschikbaarheidsniveau ingevoerd. Ze verzekeren de mogelijkheid voor een politiezone om haar basisfunctionaliteiten te kunnen blijven uitvoeren.

Het HyCap-mechanisme heeft evenwel een dwingend karakter. Het heeft bovendien betrekking op een door de federale overheid gehypothekeerd gedeelte van de capaciteit van een politiezone.

Een politiezone die een HyCap-opdracht niet kan uitvoeren, zal hieromtrent overleg plegen met de DirCo. Indien er via dit overleg geen oplossing kan worden gevonden, zal de betrokken politiezone een schriftelijke en gemotiveerde "onmogelijkheid tot levering HyCap" toesturen (zie bijlage C). De DirCo zal zijn advies toevoegen over het gerechtvaardigd karakter van deze onmogelijkheid en het document vervolgens naar DAO zenden.

DAO voegt eveneens haar advies toe en bezorgt het document aan de AIG en ter informatie aan het ATS Binnenlandse Zaken.

7.2. AIG

De AIG volgt alle haar toegestuurde documenten betreffende de "onmogelijkheid tot leveren" op. Wanneer zij van oordeel is dat het geen "onmogelijkheid" maar wel een "weigering" betreft, stelt de AIG een dossier samen. Vervolgens zal de AIG een gemotiveerd advies verstrekken aan de minister van Binnenlandse Zaken in welke mate een concrete niet-levering van HyCap als een weigering kan worden beschouwd en onder het financiële sanctiemechanisme dient te vallen, conform het artikel 41, derde lid, WGP en zijn uitvoeringsbesluit.

8. De middelen

De politiezones HyCap B dienen het betrokken personeel specifieke individuele en collectieve uitrusting ter beschikking te stellen. Ze genieten hiertoe een specifieke federale dotatie voor uitrusting.

De kledij (specifieke functie-uitrusting) en de uitrusting maken deel uit van een totaalconcept. De aankoop ervan kan gebeuren via federale open overheidsopdrachten waarop de lokale politie kan intekenen. De vastgelegde minimale normen voor de verschillende uitrustingsslagen dienen steeds gerespecteerd te worden.

Het vervoer van het personeel dat HyCap-opdrachten uitvoert, is ten laste van de politiezone die de versterking levert. De politiezones uit het stelsel HyCap B dienen hiertoe over beveiligde voertuigen voor ordehandhaving te beschikken. Deze voertuigen zijn onderworpen aan normering en kunnen eveneens worden aangekocht via federale open overheidsopdrachten waarop de lokale politie kan intekenen. De vastgelegde minimale normen dienen steeds gerespecteerd te worden.

9. Formation et entraînement

9.1. Responsabilités des chefs de corps

La fonction de maintien de l'ordre public est une des tâches essentielles d'un service de la police locale. Les mesures qui visent à garantir le maintien de l'ordre public au niveau local sont en principe exécutées par le corps de police locale impliqué territorialement, sous l'autorité et la responsabilité du bourgmestre.

La circulaire ministérielle PLP 10 (13) stipule que chaque corps de police locale doit s'organiser et consentir les investissements et capacités nécessaires pour lui permettre d'offrir et d'exécuter de manière correcte les fonctionnalités policières minimales. Ce qui implique, entre autres, de prévoir la capacité nécessaire pour la formation continuée des fonctionnaires de police. La formation continue est un des facteurs critiques de succès du fonctionnement efficace des services de police. Il est de la responsabilité de chaque corps de police, en particulier du chef de corps, d'y pourvoir.

Pour les zones HyCap B, une obligation de formation et d'entraînement spécifiques est d'application dans le cadre de la présente directive. Il revient aux chefs de corps concernés de déterminer le nombre de personnes qu'ils souhaitent former afin de satisfaire à tout moment aux normes de la présente directive.

9.2. Responsabilités des DirCo

L'article 4 de l'arrêté royal du 23 août 2014 relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale prévoit les missions suivantes pour les DirCo et les directions déconcentrées de coordination et d'appui :

- 12° l'organisation, la coordination, la gestion, la mobilisation, l'engagement et l'évaluation de l'HyCap;
- 13° l'entraînement et le maintien de l'opérationnalité du corps d'intervention et de l'HyCap.

Pour assurer l'entraînement et le maintien de l'opérationnalité du CIK et de l'HyCap, le DirCo est un acteur clé et prend dans ce cadre les initiatives suivantes :

- faire participer des collaborateurs à la formation Core Group HyCap-CIK;
- conclure des accords de collaboration avec l'ANPA;
- organiser annuellement des TTX, CPX et FTX;
- se charger des convocations et assurer le suivi des participations;
- envoyer l'ordre d'opération et les autres documents pour l'exercice;
- assurer une présence aux journées d'entraînement;
- veiller au soutien administratif et logistique;
- effectuer une analyse de risques avant les exercices et entraînements (bien-être);
- assurer un encadrement suffisant pour les exercices (Core Group);
- évaluer les commandants de peloton;
- évaluer et adapter les entraînements;
- ...

9.3. La formation centralisée et l'entraînement décentralisé intégrés

Les formations pour les commandants de peloton, les chefs de section et les membres des sections sont organisées de manière centralisée par l'ANPA. La formation est orientée vers l'apprentissage des compétences de base GNEP Niv B. Les entraînements (TTX, CPX, FTX) pour l'HyCap B et le CIK sont organisés de manière décentralisée par les DirCo au niveau de l'arrondissement et sont orientés vers le maintien et le perfectionnement des aptitudes apprises.

L'ANPA (Département de police administrative) contribue activement, sans se substituer au DirCo, à l'organisation des entraînements intégrés d'un point de vue pédagogique et au niveau du contenu. L'ANPA tient également des brochures de référence et de la documentation pédagogique à disposition.

Etant donné que les services locaux (HyCap B, pelotons d'intervention des grandes zones de police) et fédéraux (CIK et DAS) sont souvent engagés ensemble dans le cadre de la gestion d'un événement, il est important que ces services puissent s'entraîner conjointement. Cette approche favorise la coopération et l'intégration.

Les modalités et normes de la formation et des entraînements sont intégrées à la présente directive (annexe D).

9. Opleiding en training

9.1. De verantwoordelijkheden van de korpschef

De functie handhaving van de openbare orde is één van de essentiële taken van een lokale politiedienst. De maatregelen die de handhaving van de openbare orde op lokaal vlak trachten te waarborgen, worden in principe uitgevoerd door het lokale politiekorps dat territoriaal gezien betrokken is, onder gezag en verantwoordelijkheid van de burgemeester.

De ministeriële omzendbrief PLP 10 (13) bepaalt dat elk lokaal politiekorps zich moet organiseren en moet voorzien in de vereiste investeringen en capaciteit, om de minimale politieke functionaliteiten te kunnen aanbieden en uitvoeren. Dit impliceert onder meer het voorzien in de noodzakelijke capaciteit voor de voortgezette opleiding van de politieambtenaren. De voortgezette opleiding vormt immers één van de kritieke succesfactoren voor het doeltreffend functioneren van de politiediensten. Het is de verantwoordelijkheid van elk politiekorps, en meer bepaald van de korpschef, om daarin te voorzien.

Voor de zones HyCap B geldt er een specifieke opleidings- en trainingsverplichting in het raam van deze omzendbrief. Het komt de betrokken korpschef toe om te bepalen hoeveel mensen zij willen opleiden om te allen tijde aan de normen van deze omzendbrief te voldoen.

9.2. De verantwoordelijkheden van de DirCo's

Het koninklijk besluit van 23 augustus 2014 betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie voorziet in het artikel 4 in de volgende opdrachten voor de DirCo's en de gedeconcentreerde coördinatie- en steundirecties :

- 12° de organisatie, de coördinatie, het beheer, de vrijmaking, de inzet en de evaluatie van de HyCap;
- 13° de training en de handhaving van de operationaliteit van het interventiekorps en van de HyCap.

Om de training en de handhaving van de operationaliteit van het CIK en van de HyCap te waarborgen, vervult de DirCo een sleutelrol en neemt in dit raam de volgende initiatieven :

- sturen van medewerkers naar de opleiding Core Group HyCap-CIK;
- afsluiten van samenwerkingsverbanden met ANPA;
- organiseren van de jaarlijkse TTX, CPX en FTX;
- verzorgen van de oproepingen en opvolgen van de deelname;
- opstellen van het operatieorder en andere documenten voor de oefening;
- verzekeren van een aanwezigheid op de trainingsdagen;
- waken over de administratieve en logistieke ondersteuning;
- maken van een risicoanalyse voor de oefeningen en trainingen (welzijn);
- zorgen voor voldoende omkadering van de oefeningen (Core Group);
- evalueren van de pelotoncommandanten;
- evalueren en bijsturen van de trainingen;
- ...

9.3. De geïntegreerde centrale opleiding en de gedecentraliseerde training

De opleidingen voor pelotoncommandanten, sectiechefs en sectieleden worden centraal georganiseerd door ANPA. De opleiding is gericht op het aanleren van de basiscompetenties GBOR Niv B. De trainingen (TTX, CPX, FTX) worden decentraal georganiseerd door de DirCo's op het niveau van het arrondissement voor de HyCap B en voor het CIK. De training is gericht op het behouden en vervolmaken van de aangeleerde vaardigheden.

ANPA (Departement bestuurlijke politie) zal, zonder de rol van de DirCo over te nemen, een actieve bijdrage leveren tot de inhoudelijke en pedagogische organisatie van de geïntegreerde trainingen. ANPA zal ook referentiebrochures en pedagogische documentatie ter beschikking stellen.

Omdat de lokale (HyCap B, interventiepelotons grote politiezones) en federale (CIK en DAS) diensten vaak samen worden ingezet in het raam van het beheer van een gebeurtenis, is het belangrijk dat die diensten gezamenlijk kunnen trainen. Dit bevordert de samenwerking en de integratie.

De modaliteiten en normen voor de opleiding en training worden opgenomen als bijlage D bij de huidige omzendbrief.

10. Terminologie et normes utilisées pour la gestion des événements

Outre les aspects techniques et quantitatifs du système de mobilisation, il y a lieu d'également prêter attention aux aspects intégrés et qualitatifs de la gestion des événements, au fonctionnement intégré et à l'obligation d'offrir un service minimum équivalent à la population.

L'articulation et les modalités d'engagement des unités de police, la terminologie utilisée et les normes pour la gestion des événements (composition des unités constituées, équipement et armement, modes d'action, ordre d'opération) sont décrites à l'annexe E de la présente directive, et ce, afin d'harmoniser les aspects importants en vue d'un engagement intégré optimal.

11. Dispositions abrogatoires

La directive ministérielle MFO-2 du 13 avril 2012 (*Moniteur belge* du 18 mai 2012) est abrogée.

Cette directive entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON

Notes

(1) Voir circulaire PLP 27 du 4 novembre 2002 : intensification et stimulation de la coopération interzonale.

(2) Voir circulaire CP4 du 11 mai 2011 concernant la gestion négociée de l'espace public pour la police intégrée, structurée à deux niveaux.

(3) Voir circulaire OOP 41 du 31 mars 2014 concernant l'opérationnalisation du cadre de référence CP 4 relatif à la gestion négociée de l'espace public relativement aux événements touchant à l'ordre public.

(4) Guide pratique de police "Gold Commander & Silver Commander. Policing Events. La gestion policière stratégique d'évènements en ordre public" de l'Académie Nationale de Police.

(5) Norme KUL.

(6) Une prestation théorique annuelle de 1 520 heures par personne est utilisée.

(7) En vertu de la double comptabilisation des heures de week-end, ces 1,2 % sont multipliés par 1,5 (étant donné que 50 % des heures sont prestées durant le week-end).

(8) Les membres du cadre opérationnel qui répondent aux critères du "niveau de base" comme décrit dans la circulaire ministérielle GPI 48 du 17 mars 2006.

(9) Article 67 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

(10) Circulaire ministérielle OOP 38 du 24 octobre 2002 relative au déploiement efficace des services d'ordre lors de matches de football et relative à la gestion d'informations et aux missions des spotters.

(11) Pour évaluer si un problème de sécurité est important, il peut être tenu compte, dans ce contexte, entre autres, des critères suivants : constatation d'un pic important soudain, gravité du phénomène, durée du problème, ...

(12) Plateforme intégrée pour la gestion de l'échange d'informations opérationnelles en matière de police administrative.

(13) Circulaire ministérielle PLP 10 du 16 octobre 2001 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population.

10. Gebruikte terminologie en normen voor het beheer van gebeurtenissen

Naast de technische en kwantitatieve aspecten van het mobilisatie-systeem dient ook aandacht besteed te worden aan de geïntegreerde en kwalitatieve aspecten van het beheer van gebeurtenissen, aan de geïntegreerde werking en aan de verplichting om een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking te waarborgen.

De geleding en inzetmodaliteiten van de politie-eenheden, de gebruikte terminologie en de normen voor het beheer van gebeurtenissen (samenstelling van geconstitueerde eenheden, uitrusting en bewapening, actiemodi, operatieorder) worden, met als beschreven in de bijlage E van huidige omzendbrief doel om de belangrijke aspecten te harmoniseren met het oog op een meer optimale geïntegreerde inzet.

11. Opheffingsbepalingen

De ministeriële richtlijn MFO-2 van 13 april 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 18 mei 2012) wordt opgeheven.

Deze richtlijn treedt in werking op 1 januari 2018.

De Vice-Eerste Minister en
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

Nota's

(1) Zie omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002 : intensificering en bevordering van de interzonale samenwerking.

(2) Zie rondzendbrief CP4 van 11 mei 2011 betreffende het genegotieerd beheer van de publieke ruimte voor de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus.

(3) Zie omzendbrief OOP 41 van 31 maart 2014 betreffende de operationalisering van het referentiekader CP4 over het genegotieerd beheer van de publieke ruimte n.a.v. gebeurtenissen die de openbare orde aanbelangen.

(4) Politiepraktijkgids "Gold Commander & Silver Commander. Policing Events. Het strategisch politieel beheer van gebeurtenissen openbare orde" van de Nationale Politieacademie.

(5) KUL-norm.

(6) Hierbij wordt een theoretische jaarlijkse prestatie van 1520 prestatie-uren per persoon gehanteerd.

(7) Op grond van de dubbele aanrekening van de weekenduren wordt deze 1,2 % vermenigvuldigd met 1,5 (gelet op het feit dat 50 % van de uren tijdens het weekend gepresteerd wordt).

(8) Leden van het operationeel kader die voldoen aan de bepaling van het "basisniveau" zoals beschreven in de ministeriële omzendbrief GPI 48 van 17 maart 2006.

(9) Artikel 67 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten.

(10) Ministeriële omzendbrief OOP 38 van 24 oktober 2002 betreffende de efficiënte inzet van de ordediensten naar aanleiding van voetbalwedstrijden en betreffende de informatiehuishouding en de taken van de spotters.

(11) Om te beoordelen of een veiligheidsprobleem belangrijk is, kan in deze context rekening gehouden worden met onder meer de volgende criteria : vaststellen van een plotsel grote piek, de ernst van het fenomeen, de langdurigheid van het probleem, ...

(12) Geïntegreerd platform voor het beheer en de uitwisseling van de operationele informatie inzake bestuurlijke politie.

(13) Ministeriële omzendbrief PLP 10 van 16 oktober 2001 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking.

Deficitair-Déficitaire	Norme KUL / KUL-norm	Norme Min. AR 05/2001 / Min. KB 05-09/2001	Beschikbaar effect(e)if disponible	HvCap 2017 engaged au / HvCap ingezet tot	Rest(e) HvCap	% Rest(e) HvCap	12% seuil de reevenabilite / < 12 % ontvrake-lijkhedsdrempel	HvCap A 4%	HvCap A 7%	HvCap B 4%	HvCap B 7%	OKICO 7%	MKCM 7%	BKCB 7%
PROVINCE DU BRABANT WALLON														
5267 Nivelles/Geneppe	96	95	2599	0	18359	0	81	17	30	10	17	67		
5268 Braine-le-Château/Ittre/Rebecq/Tubize (OUEST BRABANT WALLON)	88	75	2052	0	2052	100	9			3	5	8	1	1
5269 La Hulpe/Lasne/Rixensart (LA MAZERINE)	78	78	2134	0	2134	100	9			3	5	8	0	1
5270 Court-Saint-Etienne/Villers-la-Ville/Mont-Saint-Guibert/Chastre/Walhain (ORNE THYLE)	56	56	1532	0	1532	100	7	2	4			6	0	1
5271 Wavre	76	72	1970	0	1970	100	9	3	5			7	0	1
5272 Grez-Doiceau/Beauvechain/Incourt/Chaumont-Gistoux (ARDENNES BRABANCONNES)	48	48	1313	0	1313	100	6	2	3			5	0	3
5273 Braine-l'Alleud	67	64	1751	0	1751	100	8	3	4			6	0	4
5274 Waterloo	67	64	1751	0	1751	100	8	3	4			6	0	4
5275 Ottignies-Louvain-la-Neuve	67	66	1806	0	1806	100	8	3	5			7	0	1
5276 Jodoigne/Hélécine/Ophélauchelle/Ramillies/Pewez (BRABANT-WALLON EST)	65	53	1450	0	1450	100	6	2	4			5	0	3
TOTAL	708	671	18359	0	18359	100	81	17	30	10	17	67	2	6

PROVINCE DE LIEGE

ARRONDISSEMENT DE LIEGE

	2989	2998	2803	76690	0	76690	100	336	22	39	90	158	280	
5277 Liège	1045	1113	1045	28591	0	28591	100	125		42	73	105	4	
5278 Serange/Néupré	193	202	193	5280	0	5280	100	23		8	14	19	1	
5279 Herstal	98	97	97	2654	0	2654	100	12		4	7	10	0	
5280 Beyne-Heusay/Fleron/Soumagne	82	75	75	2052	0	2052	100	9		3	5	8	0	
5281 Visé/Bliègny/Dahlémont/Oupeye/Bassegné/Juprelle (BASSE-MEUSE)	141	144	141	3858	0	3858	100	17		6	10	14	1	
5282 Flémalle	71	64	73	1751	0	1751	100	8	3	4	6	0	0	
5283 Chaudfontaine/Esnœux/Trooz/Aywaille/Sprimont (SECORA)	130	116	116	3174	0	3174	100	14		5	8	12	1	
5284 Ans/Saint-Nicolas	118	104	104	2845	0	2845	100	12		4	7	10	0	
5285 Awans/Grâce-Hollogne	60	60	60	1642	0	1642	100	7	2	4	6	0	1	
5286 Berloz/Crisnée/Domceuf/Faimes/Fexhe-le-Haut-Clocher/Genoelsberg/Remicourt/Waremme (HESBAYE)	74	54	54	1477	0	1477	100	6	2	4		5	0	
5287 Jallay/Sainte-Therese (FAGNES)	71	69	69	1888	0	1888	100	8	3	5	7	0	1	
5288 Aubel/Herve/One/Thimister-Clermont/Baelen/Limbourg/Piombières/Mélekenraedt (PAYS DE HERVE)	103	87	87	2380	0	2380	100	10		3	6	9	0	
5289 Dison/Peipinsieri/Verviers (VESDRE)	221	223	221	6047	0	6047	100	27		9	15	22	1	
5290 Liège/Malmedy/Stavelot/Stoumont/Trois-Ponts/Walmé (STAVELOT-MALMÉDY)	76	61	61	1669	0	1669	100	7	2	4		6	0	
5293 Braives/Burdinne/Hannut/Héron/Lincent/Wasseiges (HESEBAYE OUEST)	57	49	49	1341	0	1341	100	6	2	3		5	0	
5294 Amay/Engis/Saint-Georges/Verlaine/Villers-le-Bouillet/Wanze (MEUSE)	90	83	2271	0	2271	100	10		3	6	8	0	1	
5295 Huy	72	72	1970	0	1970	100	9	3	5		7	0	1	
5296 Antoing/Clavier/Comblain-au-Pont/Ferrières/Hamoir/Marchin/Modave/Nandrin/Ouffet/Tinlot (ZP DU CONDROZ)	74	73	1997	0	1997	100	9	3	5		7	0	1	
TOTAL	2849	2759	2664	72887	0	72887	100	35	20	35	86	151	266	
												8	21	156

ARRONDISSEMENT D'EUPEN

5291 Ambérieu/Buillange/Burg-Reuland/Bütgenbach/Saint-Vith (EIFEL)	51	51	1395	0	1395	100	6	2	4			5	0	1
5292 Eupen/La Calamine/Lontzen/Raeren (WEISSE GOHL)	89	88	2408	0	3803	100	11		4	4	4	6	9	0
TOTAL	140	139	3803	0	3803	100	17	2	4	4	6	14	1	8
PROVINCE DE LUXEMBOURG														
5297 Arlon/Attert/Habay/Mariembourg	101	95	1450	0	2599	100	11		4	4	7	10	1	5
5298 Aubange/Messancy/Messancy/Saint-Léder	54	53	1450	0	1450	100	6	2	4			5	0	4
TOTAL	101	95	1450	0	2599	100	17	2	4	4	7	10	1	5

	Déficitair-Déficitaire	Norme KUL / KUL-norm	Norme Min. AR 05/2001 et Min. norm KB 05-09/2001	Beschikbaar effectif(e) disponible	HvCap 2017	HvCap engagé au / HvCap ingezet tot	Rest(e) HvCap	% Rest(e) HvCap	12% seuil de redevabilité / < 12 % ontvrake-lijkhedsdrempe	HvCap A 4%	HvCap A 7%	HvCap B 4%	HvCap B 7%	OKICO 7%	M&KCM 7%	BK/CB 7%	
5299 GAUME	Chinay/Florenville/Méix-devant-Virton/Rouvroy/Tintigny/Viroin/Etalle (ZP DE GOUVY/Houffalize/Vielsalm/Manhay/La Roche-en-Ardennes/Durbuy/Errezee/Hotton/Rendeux/Namur/Famenne/Nassogne/Tenneville (FAMENNE-ARDENNE))	84	69	1888	0	1888	100	8	3	5				7	0	1	4
5300	Libranton/Chevigny/Bastogne/Bertrix/Fauvillers/Saint-Ode/Vaux-sur-Sûre/Légis/Neufchâteau (CENTRE ARDENNE)	180	151	4131	0	4131	100	18				6	11	15	0	1	10
5301	Wellin/Tellin/Libin/Daverdisse/Saint-Hubert/Bouillon/Paleuse/Bertrix/Herbeumont (SEMOIS ET LESSE)	103	101	2763	0	2763	100	12				4	7	10	1	0	6
TOTAL		103	93	115	93	2544	0	2544	100	11		4	7	9	0	1	6
	TOTAL	609	595	562	15376	0	15376	67	5	9	18	31	56	2	4	35	

PROVINCE DE NAMUR

		1118	1092	1088	29768	0	29768	100	131	19	34	24	43	43	109		
5303	Namur	350	352	354	350	9576	0	9576	100	42	14	25	25	35	1	3	21
5304	Eghezée/Gembloux/La Bruyère (ORNEAUX-MAHAUGNE)	79	79	70	70	1915	0	1915	100	8	3	5	7	0	1	4	
5305	Andenne/Aisseuse/Ferrières/Cévèze/Ohey (ZP DES ARCHES)	94	86	86	2353	0	2353	100	10	3	6	9	0	1	5		
5306	Florefe/Fosses-la-Ville/Mettez/Profondéville (ENTRE SAMBRE ET MEUSE)	72	67	67	1833	0	1833	100	8	3	5	7	0	1	4		
5307	Samvuille/Sombreffe (SAM'SOM)	79	78	78	2134	0	2134	100	9	3	3	5	8	0	1	4	
5308	Jemeppe-sur-Sambre	36	36	36	985	0	985	100	4	1	3	4	0	0	0	3	
5309	Florennes/Walcourt (FLOWAL)	57	56	56	1532	0	1532	100	7	2	4	6	0	0	0	4	
5310	Beauraing/Bievre/Gedinne/Yresse-sur-Semois (HOUILLE-SEMOIS)	49	49	49	1341	0	1341	100	6	2	3	5	0	0	0	3	
5311	Couvin/Viroinval (3 VALLEES)	53	52	52	1423	0	1423	100	6	2	4	5	0	1	3		
5312	Dinant/Hastière/Oihaya/Yvoir (HAUTE MEUSE)	96	95	95	2569	0	2569	100	11	4	7	10	1	1	5		
5313	Houyet/Rochehont (LESSE ET LHOMME)	42	42	42	1149	0	1149	100	5	2	3	4	0	0	0	3	
5314	Ciney/Hamois/Ixelles/Somme-Leuze (CONDROZ-FAMENNE)	69	68	68	1860	0	1860	100	8	3	5	7	0	1	4		
5315	Cerfontaine/Doische/Philippeville (HERMETON ET HEURE)	40	39	39	1067	0	1067	100	5	2	3	4	0	0	0	3	
TOTAL		1.118	1.092	1088	29768	0	29768	100	131	19	34	24	43	109	2	10	66

PROVINCE DU HAINAUT

		3476	3569	3292	90069	0	90069	100	395	22	39	109	191	191	329
5316	Tourin/Anhion/Brunehaut/Rumes (ZP du TOURNAIS)	243	192	5263	100	5253	100	23	8	13	19	1	2	10	
5317	Mouscron	138	146	138	3776	0	3776	100	17	6	10	14	1	2	7
5318	Comines-Warneton	38	37	37	1012	0	1012	100	4	1	3	4	0	0	3
5319	Bélegny/Leuze-en-Hainaut	55	59	56	1505	0	1505	100	7	2	4	6	0	1	3
5320	Celles/Estampuis/Mont-de-l'Enclus/Pecq (SCALDIS) (VAL DE L'ESCAUT)	44	43	43	1176	0	1176	100	5	2	3	4	0	0	3
5321	Bernissart/Perwez	68	60	60	1642	0	1642	100	7	2	4	6	0	1	3
5322	Ath	33	57	33	903	0	903	100	4	1	2	3	0	0	2
5323	Ellezelles/Flobecq/Frasnes-lez-Anvaing/Lessines (ZP des COLLINES)	76	72	72	1970	0	1970	100	9	3	5	7	0	1	4
5324	Mons/Quévy	321	337	321	8783	0	8783	100	39	13	22	32	1	2	19
5325	La Louvière	230	225	236	6156	0	6156	100	27	9	16	23	1	2	13
5326	Bruglette/Chievres/Enghezée/Jurbise/Lens/Silly (ZP de SYLLE et DENDRE)	71	70	70	1915	0	1915	100	8	3	5	7	0	1	4
5327	Bousu/Coffontaine/Frameries/Quaregnon/Saint-Ghislain (BORAIN)	246	227	227	6211	0	6211	100	27	9	16	23	1	2	13
5328	Solignies/Braine-le-Comte/Ecaussinnes/Le Roeulx (HAUTE SENNE)	132	131	131	3584	0	3584	100	16	5	9	13	0	1	8
5329	Dour/Hensies/Honnelles/Quiviévrain (ZP des HAUTS-PAYS)	74	77	75	2025	0	2025	100	9	3	5	7	0	1	4
5330	Charleroi	905	873	1058	873	0	23885	100	105	35	61	87	2	4	55
5331	Châtelet/Asse-Prestes/Farcennes	143	143	143	3912	0	3912	100	17	6	10	14	1	1	8
5332	Binche/Andenues	91	108	97	2490	0	2490	100	11	4	6	9	0	1	5
5333	Erquelinnes/Estaimpuis/Merbes-le-Château/Llobes (LERMÉS)	49	55	54	1341	0	1341	100	6	2	3	5	0	0	3
5334	Beaumont/Chimay/Froidchapelle/Momignies/Sivry-Rance (BOTTE de HAINAUT)	69	70	65	1778	0	1778	100	8	3	5	7	0	1	4
5335	Chapelle-lez-Herlaimont/Manage/Morlanwelz/Seneffe (MARIEMONT)	128	140	138	3502	0	3502	100	15	5	9	13	0	1	8
5336	Courcelles/Fontaine-l'Evêque (ZP des TREUX)	96	107	106	96	0	2627	100	12	4	7	10	0	1	6

Déficitair- Déficitaire	Norme KUL / KUL-norm	Norme Min. AR 05/2001 / Min. norm KB 05/ 09-2001	Beschikbaar effectif(eff disponible	HvCap 2017 engaged au / ingezet tot	Rest(e) HvCap	% Rest(e) HvCap	12% seuil de relevabilité / < 12 % ontvrake- lijkheds- drempe	HvCap A 4%	HvCap A 7%	HvCap B 4%	HvCap B 7%	OKICO 7%	M&ICM 7%	BK/CB 7%	
5337 Fleurus/Les Bons Villers/Pont-à-Celles (BRUNAU)		97	87	2380	0	2380	10	10		3	6	9	0	1	
5338 Gerpinnes/Ham-sur-Heure-Nalinnes/Montigny-le-Tilleul/Traulin (GERMINALT)		96	82	2244	0	2244	10	10		3	6	8	0	1	
TOTAL		3476	3589	3292	90069	0	90069	100	395	22	39	109	191	329	8

ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES-CAPITALE - ARRONDISSEMENT BRUSSEL-HOOFDSTAD		4914	4855	4800	131328	0	131328	100	576	0	0	192	336	480
5339 Bruxelles (BRUXELLES CAPITALE XELLES) (ZONE 4)	2.122	2061	56389	0	56389	100	247			82	144	206	3	10
5340 Molenebeek-Saint-Jean/Koekelberg/Jette/Ganshoren/Berchem-Sainte-Agathe (BRUXELLES OUEST) (ZONE 3)	587	574	15705	0	15705	100	69			23	40	57	2	5
5341 Anderlecht/Saint-Gilles/Forest (ZONE 2)(MIDI)	704	738	19261	0	19261	100	84			28	49	70	2	5
5342 Uccle/Vetermaai/Bouillon/Auderghem (ZONE 1)	404	425	11053	0	11053	100	48			16	28	40	1	4
5343 Etterbeek/Woluwe-Saint-Pierre/Woluwe-Saint-Lambert (MONTGOMERY) (ZONE 6)	437	418	11436	0	11436	100	50			17	29	42	1	4
5344 Schaerbeek/Evere/Saint-Josse-ten-Noode (ZONE 5)	660	639	17483	0	17483	100	77			26	45	64	2	9
TOTAL	4914	4855	4800	131328	0	131328	100	576	0	0	192	336	480	11

PROVINCE ANTWERPEN		4319	4493	4247	116198	0	116198	100	510	22	39	148	259	425
5345 Antwerpen	2.140	2277	2140	56550	0	56550	100	257		86	150	214	5	18
5346 Zwinndrecht	45	35	958	0	958	100	4	1	2	4	0	2	0	2
5347 Boom/Rumst/Niel/Schelle/Hemiksem (RUPEL)	109	99	2709	0	2709	100	12		4	7	10	1	1	5
5348 Kapellen/Stabroek (NOORD)	67	63	1724	0	1724	100	8	3	4	5	6	0	1	3
5349 Aarselaar/Hoeve/Koniklich/Lint (HEKLA)	125	113	3092	0	3092	100	14		5	8	11	0	1	7
5350 Essen/Kalmthout/Wuustwezel (GRÈNES)	76	73	1987	0	1987	100	9	3	5	7	0	1	4	4
5351 Boechout/Borsbeek/Mortsel/Wijnegem/Wommelgem (MINOS)	140	129	3529	0	3529	100	15		5	9	13	1	1	7
5352 Brasschaat	68	71	1860	0	1860	100	8	3	5	7	0	0	0	5
5353 Schoten	62	64	1656	0	1656	100	7	2	4	6	0	1	3	3
5354 Rans/Zandhoven	42	42	1149	0	1149	100	5	2	3	4	0	0	0	3
5355 Brecht/Malle/Schilde/Zoersel (VOORKEMPEN)	116	131	3174	0	3174	100	14		5	8	12	0	1	7
5356 Bornem/Puurs/Sint-Amants (KLEIN-BRABANT)	70	67	1833	0	1833	100	8	3	5	7	0	1	4	4
5306 Mechelen/Wijlrebroek (NEWI)	261	316	7141	0	7141	100	31		10	18	26	1	2	15
5359 Bornem/Duffel/Putte/Sint-Katelijne-Waver (BODUUKAP)	105	92	2517	0	2517	100	11	4	6	6	9	0	1	5
5360 Lier	82	83	2244	0	2244	100	10		3	6	8	0	1	5
5361 Beiaard/Nijlen	49	48	1313	0	1313	100	6	2	3	5	0	0	0	3
5362 Heist-op-den-Berg (HEIST)	68	68	1860	0	1860	100	8	3	5	7	0	1	1	4
5363 Hoogstraten/Markplaats/Rikkevorsel (NOORDERKEMPEN)	55	54	1477	0	1477	100	6	2	4	5	0	0	0	4
5364 Beersel/Lille/Vosselaar/Barlie-Hertog/(Kasterlee/Oud-Turnhout/Turnhout) (REGIO TURNHOUT)	206	206	5636	0	5636	100	25		8	14	21	1	1	12
5365 Herstal/Hulst/Westerlo (ZUIDERKEMPEN)	69	63	1724	0	1724	100	8	3	4	8	6	0	1	3
5366 Geel/Laakdal/Meerhout	108	107	2928	0	2928	100	13		4	7	11	1	1	5
5367 Arendonk/Ravel/Rette (KEMPEN N-Q)	49	48	1313	0	1313	100	6	2	3	4	7	0	0	3
5368 Balen/Dessel/Mol	113	106	2900	0	2900	100	13		4	7	11	0	1	6
5369 Grobbendonk/Herentals/Herentals/Olen/Vorselaar (NETELAND)	111	105	2873	0	2873	100	13		4	7	11	0	1	6
TOTAL	4.319	4.493	4247	116198	0	116198	100	510	22	39	148	259	425	10

PROVINCE LIMBURG		1485	1406	38468	0	38468	100	169	17	30	39	69	141
5907 Diest/Beek/Hasselt/Connoven/Halen/Herk-de-Stad/Lummen (LIMBURG) (REGIO HOOFDSTAD)	303	292	0	7989	100	35				20	29	1	2
5371 Lommel	66	52	1423	0	1423	100	6	2	4	5	0	1	3
5372 Hamont-Achel/Neerpelt/Overpelt	64	51	1395	0	1395	100	6	2	4	7	10	1	3
5373 Beringen/Ham/Tessenderlo	106	97	2654	0	2654	100	12			4	7	0	3
5375 Heusden/Zolder	47	46	1259	0	1259	100	6	2	3	5	0	0	3
5376 Gingelom/Neuwerkerken/Sint-Truiden	108	94	2572	0	2572	100	11			4	7	9	1
5377 Hechtel-Eksel/Leopoldsburg/Peer (KEMPENLAND)	74	74	2025	0	2025	100	9	3	5	7	0	1	4
5379 Alken/Borgloon/Heersel/Kortessem/Weileen (KANTON BORGLOOEN)	58	58	1587	0	1587	100	7	2	4	6	0	1	3

Deficitair-Déficitaire	Norm KUL / KUL-norm	Norme Min. AR 05/2001 / Min. norm KB 05-09/2001	Beschikbaar effect(e)if disponible	HvCap 2017 engaged au / HyCap ingezet tot	Rest(e) HvCap	% Rest(e) HvCap	12% seuil de reevenabilite / < 12 % ontvrake- lijkheidsdempel	M&ICM 7%	BK/CB 7%
5380 Tongeren/Hertslape	69	68	68	1860	0	1860	3	5	7
5381 Bilzen/Hoeselt/Riemst (BIHORI)	89	84	84	2298	0	2298	10	3	8
5382 Voeren	9	9	9	246	0	246	100	1	1
5383 Dilsen-Stokkem/Maastricht (MAASLAND)	70	69	69	1888	0	1888	100	8	5
As/Ongelabbeek/Gerik/Zutendaal /Houthalen-Helchteren/Bocholt/ Bree/Kinrooi/ Meelwesen-Gruitrode (CARMA)	306	298	298	8153	0	8153	100	36	12
5393 Lanaken/Maastricht (LAMA)	116	114	114	3119	0	3119	100	14	5
TOTAAL	1.485	1.406	1.406	38468	0	38468	100	169	17
								30	39
								69	69
								141	5
								15	80
								186	

PROVINCIE VLAAMS-BRABANT**ARRONDISSEMENT LEUVEN**

	1914	1995	1856	50780	0	50780	100	223	29	50	45	80	186
5388 Leuven	297	285	285	7798	0	7798	100	34	11	20	29	1	2
5389 Bekkevoort/Geetbets/Glaabbeek/Kortenaken/Tiel-Winge (HAGELAND)	47	47	47	1286	0	1286	100	6	2	3	5	0	3
5390 Landen/Lint/Zoutleeuw (LAN)	46	45	45	1231	0	1231	100	5	2	3	5	0	3
5391 Berbeek/Boutersem/Holbeek/Lubbeek	48	48	48	1313	0	1313	100	6	2	3	5	0	2
5392 Hoegaarden/Tienen	88	87	87	2380	0	2380	100	10	3	6	9	0	5
5393 Herent/Kortenberg (HERKO)	51	51	51	1395	0	1395	100	6	2	4	5	0	4
5394 Aarschot	57	48	48	1313	0	1313	100	6	2	3	5	0	3
5395 Boortmeerbeek/Haacht/Keerbergen (HAACHT)	48	47	47	1286	0	1286	100	6	2	3	5	0	3
5396 Diest/Scheldepenheuvel-Zichem (DEMERAAL - DSZ)	84	84	84	2298	0	2298	100	10	3	6	8	1	4
5398 Beitem/Huldenberg/Oud-Terlinden/Tervuren (VODI)	73	81	73	1997	0	1997	100	9	3	5	7	0	1
5399 Begijnendijk/Rotselaar/Tremelo (BRT)	46	46	46	1259	0	1259	100	6	2	3	5	0	3
TOTAAL	885	869	861	23557	0	23557	100	103	13	23	21	37	86
									2	6	51		

ARRONDISSEMENT HALLE-VILVOORDE

	78	77	79	2107	0	2107	100	9	3	5	8	0	1
5400 Zaventem	47	54	47	1286	0	1286	100	6	2	3	5	0	3
5401 Kraainem/Wezembeek-Oppem (WOKRA)	62	58	66	1587	0	1587	100	7	2	4	6	0	4
5402 Hoeilaart/Overijse (DRIVENSTREEK)	71	51	74	1395	0	1395	100	6	2	4	5	0	4
5403 Drogenbos/Lintbeek/Sint-Genesius-Rode (RHODEIRODE)													
5405 Bever/Galmarden/Gooik/Hemel/Pepingen (PAJOTTENLAND)	55	49	49	1341	0	1341	100	6	2	3	5	0	3
5406 Dilbeek	78	71	90	1943	0	1943	100	9	3	5	7	0	5
5407 Affligem/Liedekerke/Roosdaal/Ternat (TARL)	72	80	72	1970	0	1970	100	9	3	5	7	0	4
5408 Asse/Merchtem/Opwijk/Wemmel (AMOW)	114	121	114	3119	0	3119	100	14	5	8	11	0	7
5409 Kapelle-op-den-Bos/Londerzeel/Meise (KLIM)	62	61	61	1669	0	1669	100	7	2	4	6	0	3
5410 Grimbergen	64	64	72	1751	0	1751	100	8	3	4	6	0	3
5411 Machelen/Vivichte (VIMA)	118	142	118	3228	0	3228	100	14	5	8	12	1	6
5412 Kampenhout/Steenokkerzeel/Zemst (KASIZE)	58	64	58	1587	0	1587	100	7	2	4	6	0	3
5405 Halle/Beersel/St-Pieters-Leeuw (ZENNEVALE)	155	175	155	4241	0	4241	100	19	6	11	16	1	9
TOTAAL	1029	1126	995	27223	0	27223	100	119	16	27	24	42	100
									2	8	58		

Deficitair- Déficitaire	Norm KUL / KUL-norm	Norm Min. AR 05/06/ 2001/Min. norm KB 05/ 09-2001	Beschikbaar effectief/ disponible	HvCap 2017 engaged au/ HyCap tot	Resid(e) HyCap	% Rest(e) HyCap	12% seuil de revenabilite / < 12 % - ontvrake- lijkheds- drempe	M&ICM 7%	OKICO 7%	HvCap B 7%	HvCap B 10%	M&ICM 7%	BKCB 7%
----------------------------	------------------------	---	---	--	-------------------	--------------------	--	-------------	-------------	---------------	----------------	-------------	------------

PROVINCIE OOST-VLAANDEREN

5415 Gent	1071	956	1156	956	26156	0	83393	0	366	36	62	86	151	305
5416 Lochristi/Moerbeke/Wachtebeke/Zelzate	80	76	75	75	2052	0	2052	100	9	3	5	38	67	96
5417 Eeklo/Kaprijke/Sint-Laurens (MEETJESLAND CENTRUM)	80	72	83	72	1970	0	1970	100	9	3	5	3	8	0
Destelbergen/Melle/Mereelbeke/Oosterzele (REGIO RODE-SCHEDELDE)	101	91	91	2490	0	2490	100	11		4	6	9	0	1
5419 De Pinte/Gavere/Nazareth/Sint-Martens-Latem (SCHEDELDE-LEIE)	61	52	52	1423	0	1423	100	6	2	4	5	0	0	0
5420 Deinze/Zille	77	70	70	1915	0	1915	100	8	3	5	7	0	1	4
5421 Assenede/Evergem	80	59	59	1614	0	1614	100	7	2	4	6	0	0	4
5422 Lovendegem/Verviers/Waarschoot/Zomergem (LOWAZONE)	54	48	48	1313	0	1313	100	6	2	3	5	0	0	3
5423 Aalter/Knokseleare	44	41	41	1122	0	1122	100	5	2	3	4	0	0	3
5424 Maldegem	43	41	41	1122	0	1122	100	5	2	3	4	0	0	3
Kluisbergen/Kruishoutem/Oudenaarde/Wortegem-Petegem/Zingem (VLAAMSE ARDENNEN)	106	105	105	2873	0	2873	100	13	4	7	11	1	1	5
5426 Brakel/Horebeke/Markedal/Zwalm (BRAKEL)	48	47	47	1286	0	1286	100	6	2	3	5	0	0	3
5427 Ronse	60	57	57	1560	0	1560	100	7	2	4	6	0	0	4
5428 Geraardsbergen/Lierde	76	59	59	1614	0	1614	100	7	2	4	6	0	1	3
5429 Heizel/Sint-Jans-Houtem/Zottegem	81	88	87	2216	0	2216	100	10	3	6	8	0	1	5
5430 Beveren/Sint-Gillis-Waas/Stekerze (WAASLAND NOORD)	149	129	129	3529	0	3529	100	15	5	9	13	1	1	7
5432 Sint-Niklaas	180	190	180	4925	0	4925	100	22	7	13	18	1	2	10
5433 Krulbeke/Temse	75	79	75	2052	0	2052	100	9	3	5	8	0	1	4
5434 Lokeren	78	77	77	2107	0	2107	100	9	3	5	8	0	1	4
5435 Hamme/Wasmunster	56	57	56	1532	0	1532	100	7	2	4	6	0	1	3
5436 Berlare/Zele	60	57	57	1560	0	1560	100	7	2	4	6	0	1	3
5437 Buggenhout/Liebeke	53	51	51	1395	0	1395	100	6	2	4	5	0	0	4
5438 Laarne/Wetteren/Wichelen	85	81	81	2216	0	2216	100	10	3	6	8	0	1	5
5439 Denderleeuw/Haaltiert	53	65	65	1450	0	1450	100	6	2	4	5	0	0	4
5440 Aalst	295	228	209	5718	0	5718	100	25	8	15	21	1	2	12
5441 Erpe-Mere/Lede	63	62	62	1696	0	1696	100	7	2	4	6	0	0	4
5442 Ninove	65	70	75	65	1778	0	1778	100	8	3	5	7	0	1
5443 Dendermonde	100	99	99	2709	0	2709	100	12	4	7	10	1	1	5
TOTAL	3.174	3324	3048	83393	0	83393	100	366	36	62	86	151	305	8

PROVINCIE WEST-VLAANDEREN

5444 Brugge	387	387	10588	10588	100	46	68756	0	302	14	25	86	151	251
5445 Blankenberge/Zuienkerke	73	81	73	1997	0	1997	100	9	3	5	5	27	39	2
5446 Damme/Knokke-Heist	133	152	133	3639	0	3639	100	16	3	5	9	7	0	1
5447 Beernem/Oostkamp/Zedelgem (HET HOUTSCHIE)	89	82	82	2244	0	2244	100	10	3	6	8	8	0	1
5448 Ardooie/Ritthem/Ruisdael/Teilei/Wingerel/Lichtervelde (REGIO TIELT)	102	93	93	2544	0	2544	100	11	4	7	9	0	1	6
5449 Oostende	254	260	254	6949	0	6949	100	30	10	18	25	1	2	15
5450 Bredene/De Haan	86	69	88	1888	0	1888	100	8	3	5	7	0	1	4
5451 Middelkerke	56	58	56	1532	0	1532	100	7	2	4	6	0	1	3
5452 Gistel/Chocq/Jabbeke/Oudenburg/Torhout (KOUTER)	107	105	105	2873	0	2873	100	13	4	7	11	0	1	6
5453 Hoogleden/Roeselare/Zegem (RHÖ)	186	182	182	4980	0	4980	100	22	7	13	18	1	2	10
5454 Dentergem/Ingelmunster/Meebeke/Oostrozebeke/Welsbeke (MIDOW)	66	55	55	1505	0	1505	100	7	2	4	6	0	1	3
5455 Menen/Ledeberg/Wevegem (GREENSLEIE)	132	137	132	3612	0	3612	100	16	5	9	13	0	1	8
5456 Kortrijk/Kuurne/Lendelede (VLAS)	243	241	241	6594	0	6594	100	29	10	17	24	1	2	14
5457 Waregem/Anzegem/Spiere-Helkijn/Zwevegem/Avegem (MIRA)	141	123	123	3365	0	3365	100	15	5	9	12	1	1	7
5458 Deinze/Harelbeke (GAVERS)	61	59	59	1614	0	1614	100	7	2	4	6	0	0	4
5459 Alveringem/Loo-Reninge/Veurne (SPOORKIN)	45	44	44	1204	0	1204	100	5	2	3	4	0	0	3
5460 Diksmuide/Houthulst/Koekelare/Kortemark (POLDER)	83	76	76	2079	0	2079	100	9	3	5	8	0	1	4
5461 De Panne/Koksijde/Nieuwpoort (WESTKUST)	136	170	136	3721	0	3721	100	16	5	10	14	0	1	9

	Déficitair- Déficitaire	Norme KUL / KUL-norm	Norme Min. AR 05-09- 2001/ Min. norm KB 05- 09-2001	Beschikbaar effectief disponible	HvCap 2017 engaged au/ HvCap ingezet tot	Rest(e) HvCap	% Rest(e) HvCap	12% seuil de relevabilite / 12 % ontvanke- lijkheds- drempe	HvCap A 4%	HvCap A 7%	HvCap B 4%	HvCap B 7%	HvCap 10%	OKICO 7%	MKCM 7%	BKCB 7%	
5462 Ieper/Wervik/Heuvelland/Mesen/Poperinge/Veteren/Langemark/Poelkapelle/M oorsiede/Staden/Zonnebeke (ARRO IEPER)		213	237	221	5828	0	5828	100	26		9	15	21	1	2	12	
TOTAAL		2598	2634	2513	68756	0	68756	100	302	14	25	86	151	251	7	23	147

BELGIË - BELGIO **27314** **27552** **26236** **71985** **0** **719165** **100** **3114** **203** **356** **348** **1434** **2629**

CIK BRABANT WALLON	18
CIK LIEGE - EUPEN	20
CIK LIEGE	34
CIK LUXEMBOURG	22
CIK NAMUR	16
CIK HAINAUT	28
CIK BRUSSEL	194
CIK ANTWERPEN	13
CIK LIMBURG	28
CIK VLAAMS-BRABANT/LEUVEN	5
CIK VLAAMS-BRABANT/HALLE-VILVOORDE	12
CIK OOST-VLAANDEREN	38
CIK WEST-VLAANDEREN	25
TOTAAL CIK	453
DAS	475

TOTAAL	928
---------------	------------

Annexe B

Classement des clubs de football par catégorie de risque

Catégorie	Club de football
C	
B	
A	

Bijlage B

Rangschikking voetbalclubs per risicotocategorie

Categorie	Voetbalclub
C	
B	
A	

Formulaire d'impossibilité de fournir l'HyCap

N° ref correspondance :

ZONE DE POLICE	
Zone de police	
Événement pour lequel l'HyCap est demandé	
Numéro BePad de l'événement	
Date et heure	
HyCap demandé, à livrer par la zone	
HyCap que la zone ne sait pas livrer	
Motivation pour la non-livraison du renfort. Eléments divers sur lesquels la zone de police se base pour ne pas livrer le renfort demandé.	
Date Signature Nom Titre	

DIRCO	
Avis du DirCo sur le caractère légitime de l'impossibilité de livrer.	
Proposition de solution: <ul style="list-style-type: none"> - Alternatives possibles (au sein ou pas de la zone de police ou de l'arrondissement) - Proposition 	
Date Signature Nom Titre	

DAO	
Avis DAO	
Mesures et/ou solution possibles	
Date Signature Nom Titre	

Formulier onmogelijkheid tot levering HyCap

Ref Nr briefwisseling :

POLITIEZONE	
Politiezone	
Gebeurtenis waarvoor HyCap werd gevraagd	
Evenementnummer BePad	
Datum en tijdstip	
Gevraagde, door de zone te leveren, HyCap	
HyCap die de zone niet kan leveren	
Motivering voor het niet-leveren van de versterking. Diverse elementen waarop de politiezone zich baseert om de gevraagde versterking niet te leveren.	
Datum Handtekening Naam Hoedanigheid	

DIRCO	
Advies van de DirCo over gerechtvaardigd karakter van onmogelijkheid tot leveren.	
Voorstel tot oplossing: <ul style="list-style-type: none"> - Mogelijke alternatieven (al dan niet binnen de politiezone of het arrondissement) - Voorstel 	
Datum Handtekening Naam Hoedanigheid	

DAO	
Advies DAO	
Getroffen maatregelen en/of mogelijke Oplossing	
Datum Handtekening Naam Hoedanigheid	

La formation centrale et l'entraînement décentralisé

1. La formation centrale GNEP Niv B (ANPA)

1.1. Le module accueil et le mentorat

Il est indiqué d'organiser, au niveau de la zone de police ou de la DCA, un "module accueil" pour les nouveaux membres HyCap B ou les membres CIK. Ce module accueil sera appuyé par un système de "mentorat" et de "doublure active" en préparation de l'engagement effectif, pour la personne déjà en possession du brevet GNEP Niv B, ou en attendant la participation à la formation fonctionnelle pour la personne n'étant pas encore en possession du brevet.

1.2. La formation fonctionnelle intégrée

La "Formation fonctionnelle intégrée" sera organisée de manière centrale par l'ANPA pour toutes les fonctions du niveau Bronze :

- Commandant de peloton
- Adjoint commandant de peloton
- Chef de section
- Membre de section
- Ces formations se clôturent par un FTX en unité constituée

Des modules spécialisés seront également organisés comme par exemple le module Molotov et Lacy, le module premiers soins en GNEP, opérateur-radio, ...

Outre les niveaux Bronze, l'ANPA organise aussi des formations Silver Commander et Gold Commander.

1.3. Le brevet GNEP Niv B

En complément de la formation de base initiale, les brevets suivants sont délivrés :

- Formation de base Commissaire : Commandant de peloton
- Formation de base Inspecteur principal : Chef de section
- Formation de base Inspecteur : Membre de section

Ce brevet est valable deux ans. Un membre du personnel qui sort de l'école peut en principe être engagé dans le système de mobilisation et est immédiatement soumis aux entraînements prévus. Un membre du personnel qui n'a pas été engagé durant deux ans après sa formation et n'a pas participé à l'entraînement, perd son brevet.

Dans ce cas, le membre du personnel concerné devra suivre la formation fonctionnelle et la réussir afin d'obtenir à nouveau le brevet.

2. L'entraînement décentralisé GNEP Niv B (DirCo)

2.1. La norme d'entraînement minimale

Les entraînements intégrés annuels tant pour le CIK que pour les unités HyCap B seront organisés de manière décentralisée par le DirCo. Les entraînements prévoiront également un rôle actif pour les commandants de peloton. Ils seront impliqués de manière active dans l'organisation et le contenu des entraînements.

Les CIK consacrent 8 jours par an à l'entraînement maintien de l'ordre avec unités constituées.

Les membres du personnel qui font partie des unités HyCap B suivent annuellement au minimum deux jours d'entraînement en unité constituée. Les membres du personnel du CIK y participent dans le cadre de leur propre entraînement annuel en vue de favoriser l'intégration.

Pour les officiers et les cadres moyens faisant partie du CIK ou des unités HyCap B, au moins un jour d'entraînement supplémentaire en leadership et commandement est organisé annuellement (TTX et CPX).

2.2. L'entraînement intégré CIK - HyCap B

L'entraînement intégré pour le CIK et l'HyCap B consiste minimum en :

- 1 jour TTX (AM en salle) et CPX (PM sur le terrain avec véhicules de commandement et moyens radio) pour les officiers et les cadres moyens;
- 1 jour FTX "Warm up" sur le terrain en unité constituée avec l'entièreté du peloton et les moyens organiques;
- 1 jour FTX "Eva" sur le terrain en unité constituée avec évaluation du commandant de peloton.

2.3. L'entraînement spécifique CIK

L'entraînement spécifique pour le CIK consiste minimum en :

- L'entraînement intégré CIK 'Base' (voir point 2.2);
- L'entraînement CIK "Plus" (3 jours ordre public dynamique, techniques spécialisées, opérations réactives, arrestations, encasement violence lourde, ...);
- L'entraînement CIK "Free" (2 jour à déterminer en fonction des besoins locaux);
- L'entraînement CIK "Eva" (1 jour d'évaluation avec peloton constitué : démonstration libre suivie d'une simulation opérationnelle);

2.4. L'évaluation des commandants de peloton

Les commandants de peloton CIK et HyCap B sont évalués chaque année par le DirCo durant le FTX intégré "Eva" pour les commandants de peloton HyCap B et/ou CIK et spécifiquement pour les commandants de peloton CIK à l'entraînement CIK "Eva". Cette évaluation peut également être réalisée durant les journées de rafraîchissement commandant de peloton organisées par l'ANPA.

Pour l'évaluation, une commission d'évaluation est constituée, présidée par un DirCo, avec des délégués du DirCo, de la zone de police et de l'ANPA.

Il revient au chef de corps ou au DirCo respectif de décider si un commandant de peloton ayant échoué doit suivre des entraînements supplémentaires ou, le cas échéant, ne plus être engagé.

2.5. DAS

Toutes les normes concernant la formation et l'évaluation, déterminées ci-dessus pour le CIK, sont aussi d'application pour DAS.

DAS est responsable de l'organisation et du contenu de celles-ci.

De centrale opleiding en de gedecentraliseerde training

1. De centrale opleiding GBOR Niv B (ANPA)

1.1 De onthaalmodule en het mentorschap

Het is aangewezen dat op niveau van de politiezone of van het CSD een "onthaalmodule" wordt georganiseerd voor de nieuwe leden HyCap B of CIK. Deze onthaalmodule wordt ondersteund door een systeem van "mentorschap" en "actieve doublure" in voorbereiding van de effectieve inzet, voor degene die al het brevet bezitten, of in afwachting van de deelname aan de functionele opleiding, voor degene die nog geen brevet bezitten.

1.2. De geïntegreerde functionele opleiding

De "Geïntegreerde functionele opleiding" wordt centraal georganiseerd door ANPA voor alle functies van het niveau Bronze :

- Pelotonscommandant
- Adjunct pelotonscommandant
- Sectiechef
- Sectielid
- Deze opleiding worden afgesloten met een FTX in geconstitueerd verband

Er worden ook gespecialiseerde modules georganiseerd zoals bijvoorbeeld de module Molotov en Lacyr, de module eerste hulp in GBOR, radio-operator, ...

Naast het niveau Bronze, organiseert ANPA ook opleidingen Silver Commander en Gold Commander.

1.3. Het brevet GBOR Niv B

Samen met de initiële basisopleiding worden volgende brevetten afgeleverd:

- Basisopleiding Commissaris: Pelotonscommandant
- Basisopleiding Hoofdinspecteur: Sectiechef
- Basisopleiding Inspecteur: Sectielid

Dit brevet is twee jaar geldig. Een personeelslid dat afgestudeerd is, kan in principe ingezet worden in het mobilisatiesysteem en wordt onmiddellijk onderworpen aan de voorziene trainingen. Een personeelslid dat na zijn opleiding gedurende twee jaar niet is ingezet en niet heeft deelgenomen aan de training, verliest zijn brevet. In dit geval moet het betrokken personeelslid de functionele opleiding volgen en met succes beëindigen om opnieuw het brevet te bekomen.

2. De gedecentraliseerde training GBOR Niv B (DirCo)

2.1. De minimale trainingsnorm

De jaarlijkse geïntegreerde trainingen voor zowel het CIK als de eenheden HyCap B worden gedecentraliseerd georganiseerd onder regie van de DirCo. In de trainingen wordt ook een actieve rol voorzien voor de pelotonscommandanten. Zij worden actief betrokken bij de organisatie en de inhoudelijke invulling van de trainingen.

De CIK besteden 8 dagen per jaar aan training ordehandhaving met geconstitueerde eenheden.

De personeelsleden die deel uitmaken van eenheden HyCap B volgen jaarlijks minimum twee dagen training in geconstitueerd verband. De personeelsleden van het CIK nemen hieraan deel als onderdeel van hun eigen jaarlijkse training om de integratie te bevorderen.

Voor de officieren en de middenkaders die tot CIK of HyCap B behoren, wordt bijkomend jaarlijks minstens één trainingsdag in leiding en commandovoering georganiseerd (TTX en CPX).

2.2. De geïntegreerde training CIK - HyCap B

De geïntegreerde training voor CIK en HyCap B bestaat minimaal uit :

- 1 dag TTX (AM in zaal) en CPX (PM op terrein met commandovoertuigen en radiomiddelen) voor de officieren en de middenkaders;
- 1 dag FTX "Warm up" op het terrein in geconstitueerd verband met het volledige peloton en de organieke middelen;
- 1 dag FTX "Eva" op het terrein in geconstitueerd verband met evaluatie van de pelotonscommandant.

2.3. De specifieke training CIK

De specifieke training voor CIK bestaat minimaal uit :

- de geïntegreerde training CIK 'Base' (zie punt 2.2);
- de training CIK "Plus" (3 dagen dynamische openbare orde, gespecialiseerde technieken, reactieve operaties, aanhoudingen, incasseren zwaar geweld, ...);
- de training CIK "Free" (2 dagen te bepalen i.f.v. lokale behoeften);
- de training CIK "Eva" (1 dag evaluatie met geconstitueerd peloton: vrije demonstratie gevolgd door operationele simulatie).

2.4. De evaluatie van de pelotonscommandanten

De pelotonscommandanten CIK en HyCap B worden jaarlijks geëvalueerd door de DirCo tijdens de geïntegreerde FTX "Eva" voor de pelotonscommandanten HyCap en/of CIK en specifiek voor de pelotonscommandanten CIK op training CIK "Eva". Deze evaluatie kan ook uitgevoerd worden tijdens terugkomdagen pelotonscommandant georganiseerd door ANPA.

Voor de evaluatie wordt een evaluatiecommissie samengesteld voorgezeten door een DirCo, met afgevaardigden van de DirCo, de politiezone en ANPA.

Het komt de respectieve Korpschef of DirCo toe om te beslissen of een niet-geslaagde pelotonscommandant bijkomende trainingen moet volgen of desgevallend niet meer wordt ingezet.

2.5. DAS

Alle normen inzake training en evaluatie die hierboven bepaald zijn voor het CIK, gelden ook voor DAS.

DAS staat hierbij zelf in voor de organisatie en de inhoudelijke invulling.

Terminologie et normes utilisées pour la gestion d'événements

1. La composition des unités

Les unités constituées s'articulent selon une structure quaternaire.
Ceci n'empêche pas le Gold Commander de prévoir une autre composition.

1.1. La section organique

Est composée de :

- UN chef de section (N° 1);
- SEPT membres de section (N° 2 à 8);
- UN chauffeur.

1.2. Le peloton organique

Est constitué de :

- Une cellule de commandement Peloton, composée de quatre membres : un commandant de peloton, un adjoint commandant de peloton, un opérateur-chauffeur, un chauffeur-opérateur;
- QUATRE sections.

Egalement possible :

$A/Pl = (\text{Comd Pl et } 1+2 \text{ Sec})$, $B/Pl = (\text{Adj Comd Pl et } 3+4 \text{ Sec})$
 $Pl (+) \text{ à CINQ Sec, Pl (-) à TROIS Sec}$

1.3. L'escadron organique

Est constitué de :

- Une cellule de commandement Escadron composée de quatre membres : un commandant d'escadron, deux opérateurs radio, un chauffeur-opérateur;
- Une deuxième cellule de commandement, composée de quatre membres : un commandant en second, deux opérateurs radio, un chauffeur-opérateur;
- QUATRE pelotons.

Egalement possible :

$A/Esc = (\text{Comd Esc et } 1+2 \text{ Pl})$, $B/Esc = (\text{Comd2d Esc et } 3+4 \text{ Pl})$
 $Esc (+) \text{ à CINQ Pl, Esc (-) à TROIS Pl}$

2. La tenue, l'équipement et l'armement

2.1. Missions GNEP Niv A

Ne nécessitent pas de tenue spécifique.

2.2. La "Tenue MO" et l'équipement pour des missions GNEP Niv B

Pour les missions en unité constituée, en fonction du niveau de risque, le Gold Commander détermine, éventuellement en accord avec le dirigeant opérationnel, quel niveau de tenue et d'équipement est le plus indiqué : MO-Light (niveau de risque moyen), MO-Full (niveau de risque élevé), MO-Full Protection (niveau de risque très élevé).

"MO-Light"	
<u>EQUIPEMENT</u>	<u>ARMEMENT</u>
<ul style="list-style-type: none"> ● Polo gris ou chemise (Période estivale : 01-05 jusqu'au 30-09 inclus) ● Sous-pull MO (Période hivernale : 01-10 jusqu'au 30-04 inclus) ● Calot ● Veste MO, Pantalon MO ● Chasuble de circulation fluo ● Bottines MO à haute tige ● Chaussettes noires ● Gants en cuir noirs ● Sifflet avec chaînette ● Ceinture de police ● Menottes et gaine ● Porte-spray (pour pepperspray OC individuel) ● Porte-matraque (pour matraque télescopique) ● Gaine à pistolet ouverte (avec holster de sécurité et porte-chageur) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Arme à feu courte et 2 chargeurs ● Matraque rétractable droite ● Pepperspray OC individuel
"MO-Full" (= MO - Light + ...) A l'exception du polo ou de la chemise.	
<u>EQUIPEMENT</u>	<u>ARMEMENT</u>
<ul style="list-style-type: none"> ● Sous-pull MO ou polo inifuge ● Casque MO ● Gants MO ● Cagoule (à ne porter que sur ordre) ● Bouclier (de préférence rond) ● Sets d'arrestation 	<ul style="list-style-type: none"> ● Matraque rigide courte ● Matraque flexible / rigide longue
"MO - Full Protection" (= MO - Full + ...)	
<u>EQUIPEMENT</u>	<u>ARMEMENT</u>
<ul style="list-style-type: none"> ● Eléments de protection ● Masque anti-gaz avec filtre 	

Cellule de commandement : mégaphone, extincteur 6 kg, kit premiers soins, 40 sets d'arrestation, ...

Autres moyens possibles : couvertures anti-feu, ruban policier avec logo, matériel de décontamination pour pepperspray OC, gilet pare-balles, ...

2.3. Le port des éléments de protection

Les éléments de protection sont portés par-dessus de l'équipement MO. Ces protections doivent être dynamiques et évolutives en fonction de la nature de la mission.

2.4. Les armes de frappe

Conformément à l'article 5 de l'Arrêté Royal du 3 juin 2007 relatif à l'armement de la police intégrée, les armes de frappe composant l'armement collectif peuvent être autant rigides que souples et longues que courtes.

Pour ce qui concerne l'armement collectif, seules les armes de frappe suivantes ont été intégrées dans le *Cahier des normes* (normes minimales) :

- La matraque souple longue (aussi appelée matraque Cav);
- La matraque rigide longue;
- La matraque rigide courte.

La matraque souple courte n'a pas été reprise dans le cahier des normes et n'est pour cette raison plus autorisée.

Les armes de frappe droites rétractables (armement individuel) sont adaptées aux missions GNEP Niv A en tenue normale ou aux MO-light ou aux missions des teams spécialisés (Team Arres, Lock On, ...).

Elles ne sont pas adaptées aux missions GNEP Niv B en MO-full ou MO Full Protection, raison pour laquelle la préférence est donnée aux armes de frappe rigides ou souples droites (armement collectif).

La matraque en T (armement particulier) n'est pas utilisée lors de missions GNEP.

2.5. Le port de l'arme à feu individuelle

Hors cas d'exception (exemple : intervention dans une prison), l'arme à feu sera emportée systématiquement pour les missions GNEP. Le port de l'arme se fera en principe de manière non visible, sous la veste à hauteur de la hanche.

Toutefois, le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général, en tant qu'employeurs, ainsi que le Gold Commander, en tant que responsable opérationnel, peuvent décider, en fonction des risques spécifiques et des missions prévues, de faire porter l'arme au-dessus de la tenue.

3. Les modes d'action

3.1. La "Police de surveillance" et la "Police d'intervention"

Les modes d'action sont d'application tant pour les missions GNEP Niv A que Niv B.

3.2. Les modes d'action

MODES D'ACTION PRÉVENTIFS	MODES D'ACTION RÉACTIFS
<i>Protéger en <u>GERANT</u> (Prévention - Maintien)</i>	<i>Protéger en <u>CONTROLANT</u> (Initiative - Rétablissement)</i>
PATROUILLER	REFOULER
CONTRÔLER	FOUILLER
ISOLER	EVACUER
CANALISER	CONFINER
ESCORTER	DISPERSER

Les principes suivants sont fondamentaux lors de l'attribution des missions :

- Les principes d'unité de terrain (ou de mission) et d'unité de commandement;
- La formulation claire des missions sur la base des modes d'action;
- Eviter d'engager des chiens de patrouille de manière réactive.

Les modes d'action sont formulés sur la base de cinq modalités d'exécution.

Les modes d'action sont des scénarios tactiques qui sont définis sur la base de 5 modalités d'exécution (FODDD)		
FINALITÉ	<i>Objectif – Effet Action</i>	Désignation du mode d'action
OBJECTIF	<i>Terrain – Zone d'action</i>	Désignation Axe – PCE - Limites
DIRECTION	<i>Direction – Front Action</i>	Désignation de la direction - front
DISPOSITIF	<i>Articulation – EfPr</i>	Désignation U en ligne, U en Res
DÉLAI	<i>Début-fin action</i>	Degrés de préparation - Hr début Ops

3.3. Les modes d'action préventifs

PATROUILLER

Dans une zone, un lieu, un bâtiment déterminé(e)

- *Surveiller*
- *Recueillir de l'information d'une manière ciblée*
- *Prévenir des troubles de l'ordre public*

CONTRÔLER

Un ou plusieurs accès à une zone, un lieu, un bâtiment déterminé(e)

(Points de contrôle, Ligne de contrôle interrompue ou non)

- *Contrôler (de manière sélective ou systématique)*
- *Protéger (éventuellement refuser l'accès)*

ISOLER

TOUS les accès (périmètre) à une zone, un lieu, un bâtiment déterminé(e)

(Périmètre d'isolement autour du point critique, périmètre d'isolation lors de catastrophes, périmètre d'exclusion judiciaire, ...)

- *Contrôler (de manière sélective ou systématique)*
- *Protéger (éventuellement refuser l'accès)*

CANALISER

Dans une zone, un lieu, un bâtiment déterminé(e)

(Périmètre de dissuasion autour d'une zone critique, catastrophes, ...)

- *Régler le flux de personnes, véhicules*
- *Scinder une foule calme*
- *Séparer des protagonistes (Zone tampon)*

ESCORTER

*Des personnes ou des moyens de transport en mouvement
(accompagnement Manif, escorte de VIP, noyaux durs, valeurs, ...)*

- *Accompagner sur un itinéraire*
- *Protéger contre une menace interne*
- *Protéger contre une menace externe*

3.4. Les modes d'action réactifs

REFOULER

*Dans une zone, un lieu, un bâtiment délimité(e)
(En direction d'un point attractif positif : itinéraire, parking,...)*

- *Repousser les participants groupés (axe) (pas d'effet de choc)*
- *Empêcher le retour immédiat (en contrôlant)*

FOUILLER

*Dans une zone, un lieu, un bâtiment délimité(e)
(perquisition, exploration d'un bois, sweeping d'un lieu, ...)*

- *Rechercher de manière systématique et soigneuse*
- *En vue de retrouver des traces, une personne, un objet, un animal*

EVACUER

*Dans une zone, un lieu, un bâtiment délimité(e)
(évacuation en cas de danger, expulsion de squatters , ...)*

- *Eloigner toutes les personnes présentes*
- *Empêcher le retour immédiat (en contrôlant)*

CONFINER

*A un endroit prédéfini (PCE : position de confinement espérée)
(Dans un espace réduit, sur un terrain ouvert, dans un bâtiment)*

- *Fixer temporairement des personnes (agitateurs) statiques*
- *Intercepter et fixer des personnes qui sont en mouvement*

DISPERSER

*Dans une zone définie (en cas d'incidents graves)
(De manière divergente, loin d'un point attractif négatif, lors d'une interdiction de rassemblement, ...)*

- *Scinder un groupe (noyau dur) au maximum (effet de choc)*
- *Empêcher le regroupement immédiat (par des patrouilles)*

4. La structure de l'ordre d'opération

L'ordre d'opération est un aspect important dans le fonctionnement intégré. A cet effet, il est indiqué d'utiliser une structure uniforme.

1. CADRE GÉNÉRAL

- a. Evénement
 - (1) Thème
 - (2) Déroulement
 - (3) Profil des participants
 - (4) Risques possibles
- b. Partenaires
 - (1) Police
 - (2) Organisateurs
 - (3) Riverains
- c. Renforts et prélèvements
 - (1) Autres zones de police
 - (2) Fédéral
- d. Autorités
 - (1) Vision générale pour la gestion
 - (2) Aspects juridiques
 - (3) Politique de l'autorité et limites de tolérance
 - (4) Organisation de la gestion policière

2. MISSION

3. EXÉCUTION

- a. Idée de manœuvre
 - (1) Finalité, Objectif, Direction, Dispositif
 - (2) Hr début Ops : Délai
 - (3) Voir annexe : Calque Ops
- b. Indicatif Sous-unité A
 - Vous ... (futur)
- c. Indicatif Sous-unité B
 - Vous ... (futur)
- d. Indicatif Sous-unité C
 - Vous ... (futur)
- e. Réserve
 - (1) Commandement
 - (2) Composition
 - (3) Emplacement
 - (4) Missions : STP à exécuter des hypothèses planifiées
- f. Instructions de coordination
 - (1) EEI
 - (2) Attitude – Instructions relatives à l'utilisation de la contrainte
 - (3) Directives pour l'engagement de moyens spéciaux
 - (4) Relations avec les médias
 - (5) Interaction entre le rôle de surveillance et le rôle d'intervention
 - (6) Rendre compte – Signalement d'incidents violents

4. ADMINISTRATION – LOGISTIQUE – BIEN-ÊTRE

- a. Equipement
 - (1) Tenue
 - (2) Armement
- b. Dispositions au profit du personnel
 - (1) Sanitaire
 - (2) Formation
 - (3) Bien-être
- c. Ravitaillement
 - (1) Alimentation
 - (2) Matériel
 - (3) Equipement et armement collectifs
 - (4) Moyens de communication
- d. Entretien et réparation
 - (1) Carburant
 - (2) Point de ravitaillement en eau
 - (3) MEP des moyens spéciaux
 - (4) Services de réparation
- e. Evacuation et hospitalisation
 - (1) Accueil de blessés
- f. Gestion des personnes arrêtées
 - (1) Gestion des arrestations
 - (2) Administration
 - (3) Droits des personnes arrêtées

5. COMMANDEMENT ET TRANSMISSIONS

- a. Commandement
 - (1) Centre de commandement fixe
 - (2) Centre de commandement mobile
- b. Enregistrement des missions et messages
 - (1) Prescriptions de rédaction
 - (2) Prescriptions de validation
 - (3) SITREP
 - (4) Enregistrement sur le terrain
 - (5) Mots code
- c. Utilisation des moyens radios
 - (1) Schéma de communication
 - (2) Ouverture du réseau
 - (3) Procédure
- d. Responsable de liaison
 - (1) Liaison organisateur
 - (2) Liaison terrain

Bijlage E

Gebruikte terminologie en normen voor het beheer van gebeurtenissen

1. De samenstelling van de eenheden

De geconstitueerde eenheden zijn gearticuleerd volgens een vierledige structuur.
Dit belet niet dat de Gold Commander een andere samenstelling kan voorzien.

1.1. De organieke sectie

Bestaat uit:

- EEN sectiechef (Nr 1);
- ZEVEN sectieleden (Nr 2 tot 8);
- EEN chauffeur.

1.2. Het organiek peloton

Bestaat uit:

- Een commandocel Peloton samengesteld uit vier leden: een pelotonscommandant, een adjunct pelotonscommandant, een operator-chauffeur, een chauffeur-operator;
- VIER secties.

Ook mogelijk:

A/Pl = (Pl Comd en 1+2 Sec), B/Pl = (Adj Pl Comd en 3+4 Sec)

Pl (+) à VIJF Sec, Pl (-) à DRIE Sec

1.3. Het organiek eskadron

Bestaat uit:

- Een commandocel Eskadron samengesteld uit vier leden: een eskadronscommandant, twee radio-operatoren, een chauffeur-operator;
- Een tweede commandocel samengesteld uit vier leden: een tweede commandant, twee radio-operatoren, een chauffeur-operator;
- VIER pelotons.

Ook mogelijk:

A/Esk = (Esk Comd en 1+2 Pl), B/Esk = (2Comd Esk en 3+4 Pl)

Esk (+) à VIJF Pl, Esk (-) à DRIE Pl

2. De kledij, de uitrusting en de bewapening

2.1. Opdrachten GBOR Niv A

Vereisen geen specifieke kledij.

2.2. De "HO- Kledij" en-uitrusting voor opdrachten GBOR Niv B

Voor opdrachten in geconstitueerd verband wordt, in functie van het risiconiveau, door de Gold Commander, desgevallend in samenspraak met de operationele leidinggevende, bepaald welk niveau van kledij en uitrusting het meest aangewezen is: HO-Light (gemiddeld risiconiveau), HO-Full (ernstig risiconiveau), HO-Full Protection (zeer ernstig risiconiveau).

“HO - Light”	
<u>UITRUSTING</u>	<u>BEWAPENING</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Polohemd grijs of hemd (Zomerperiode: 01-05 t.e.m. 30-09) • HO- Ondertrui (Winterperiode: 01-10 t.e.m. 30-04) • Politiescheepje • HO-Vest, HO-Broek • Fluo-Verkeersovergooier • HO-Bottines met hoge schacht • Zwarte kousen • Zwarte lederen handschoenen • Fluitje met ketting • Politiegordel • Handboeien en tas • Sprayhouder (voor individuele OC-pepperspray) • Matrakhouder (voor uitschuifbare wapenstok) • Open pistooltas (met veiligheidsholster en laderhouder) 	<ul style="list-style-type: none"> • Kort vuurwapen en 2 laders • Rechte uitschuifbare wapenstok • Individuele OC-pepperspray
“HO - Full” (= HO - Light + ...) <i>Met uitzondering van de polo of hemd.</i>	
<u>UITRUSTING</u>	<u>BEWAPENING</u>
<ul style="list-style-type: none"> • HO- Ondertrui of brandwerende polo • HO-Helm • HO-Handschoenen • Bivakmuts (enkel dragen op bevel) • Schild (bij voorkeur rond) • Arrestatiesets 	<ul style="list-style-type: none"> • Korte onbuigzame wapenstok • Lange (on)buigzame wapenstok
“HO - Full Protection” (= HO - Full + ...)	
<u>UITRUSTING</u>	<u>BEWAPENING</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Beschermingselementen • Gasmasker met filter 	

Commandocel: megafoon, brandblusser 6 kg, EHBO-kit, 40 arrestatiesets, ...

Andere mogelijke middelen: branddekens, politielint met logo, decontaminatiemateriaal voor OC-pepperspray, kogelwerende vest ...

2.3. Het dragen van de beschermstukken

De beschermingsstukken worden bovenop de HO-uitrusting gedragen. Deze beschermingen dienen dynamisch en evolutief te zijn naargelang de aard van de opdracht.

2.4. De slagwapens

Conform het artikel 5 van het Koninklijk Besluit van 3 juni 2007 betreffende de bewapening van de geïntegreerde politie, kunnen de slagwapens die deel uitmaken van de collectieve bewapening zowel buigzaam als onbuigzaam en zowel lang als kort zijn.

In het *Normenboek* (minimale normen) werden betreffende de collectieve bewapening enkel de volgende slagwapens opgenomen :

- De lange buigzame wapenstok (ook Cav wapenstok genoemd);
- De lange onbuigzame wapenstok;
- De korte onbuigzame wapenstok.

De korte buigzame wapenstok werd niet in het normenboek opgenomen en is daarom niet meer toegelaten.

De rechte uitschuifbare slagwapens (individuele bewapening) zijn geschikt voor opdrachten GBOR Niv A in normale politiekledij of in HO-light of voor gespecialiseerde teams (Arres Team, Lock On ...).

Ze zijn niet geschikt voor opdrachten GBOR Niv B in HO-full of HO Full Protection, waarvoor de voorkeur wordt gegeven aan de rechte onbuigzame of buigzame slagwapens (collectieve bewapening).

De T-wapenstok (bijzondere bewapening) wordt niet aangewend in opdrachten GBOR.

2.5. Het dragen van het individueel vuurwapen

Behalve in specifieke gevallen (bijvoorbeeld : tussenkomst in een gevangenis) zal het vuurwapen systematisch meegenomen worden voor opdrachten GBOR. Het vuurwapen zal in principe niet zichtbaar gedragen worden onder de vest en dit ter hoogte van de heup.

De korpschef, de commissaris-generaal of de directeur-generaal als werkgever, en de Gold Commander als operationele verantwoordelijke, kunnen echter in functie van specifieke risico's of de voorziene opdrachten beslissen om het vuurwapen bovenop de kledij te doen dragen.

3. De actiemodi

3.1. De "Toezichtspolitie" en de "Interventiepolitie"

De actiemodi zijn zowel van toepassing voor de opdrachten GBOR Niv A als Niv B.

3.2. De actiemodi

PREVENTIEVE ACTIEMODI	REACTIEVE ACTIEMODI
Beschermen door BEHEREN (Voorkomen - Handhaven)	Beschermen door BEHEERSEN (Initiatief - Herstel)
PATROUILLEREN	TERUGDRIVEN
CONTROLEREN	DOORZOEKEN
AFZONDEREN	ONTRUILEN
KANALISEREN	OMSLUITEN
ESCORTEREN	UITEENDRIJVEN

Volgende principes zijn fundamenteel bij het toewijzen van de opdrachten :

- De principes van eenheid van terrein (of opdracht) en van eenheid van commando;
- De duidelijke formulering van de opdrachten op basis van de actiemodi;
- Het vermijden om patrouillehonden op een reactieve manier in te zetten.

De actiemodi worden geformuleerd op basis van vijf uitvoeringsmodaliteiten.

De actiemodi zijn tactische scenario's die gedefinieerd worden op basis van 5 uitvoeringsmodaliteiten (FORDT)		
FINALITEIT	<i>Doel - Effect actie</i>	Benoemen van de actiemodus
OBJECTIEF	<i>Terrein - Actiezone</i>	Benoemen As - VOP - Limieten
RICHTING	<i>Richting-Front actie</i>	Benoemen v/d richting - front
DISPOSITIEF	<i>Articulatie - HKI</i>	Benoemen E in lijn , E in Res
TERMIJN	<i>Begin-einde actie</i>	Paraatheidsgraden - Hr Avg Ops

3.3. De preventieve actiemodi

PATROUILLEREN

In een bepaalde zone, plaats, gebouw

- *Toezicht houden*
- *Doelgerichte informatie verzamelen*
- *Ordeverstoringen voorkomen*

CONTROLEREN

*Eén of meerdere toegangen tot een bepaalde zone, plaats, gebouw
(Controlepunten, Controlelijn al dan niet gebroken)*

- *Controleren (selectief of systematisch)*
- *Beschermen (eventueel ontzeggen toegang)*

AFZONDEREN

*ALLE toegangen (perimeter) tot een bepaalde zone, plaats, gebouw
(afzonderingsperimeter rond kritiek punt, isolatieperimeter bij rampen, gerechtelijke uitsluitingsperimeter ...)*

- *Controleren (selectief of systematisch)*
- *Beschermen (eventueel ontzeggen toegang)*

KANALISEREN

*In een bepaalde zone, plaats, gebouw
(Ontradingsperimeter rond een kritieke zone, rampen ...)*

- *Regelen van de flux van personen, voertuigen*
- *Een vreedzame massa splitsen*
- *Protagonisten scheiden (Bufferzone)*

ESCORTEREN

*Personen of transportmiddelen in beweging
(begeleiden Manif, escorteren VIP's, harde kernen, waarden ...)*

- *Begeleiden op een reisweg*
- *Beschermen tegen een inwendige dreiging*
- *Beschermen tegen een uitwendige dreiging*

3.4. De reactieve actiemodi

TERUGDRIJVEN

*In een bepaalde zone, plaats, gebouw
(In de richting van positief aantrekkingspunt: reisweg, parking ...)*

- *Deelnemers gegroepeerd (as) terugduwen (geen schokeffect)*
- *De rechtstreekse terugkeer beletten (door te controleren)*

DOORZOEKEN

*In een afgebakende zone, plaats, gebouw
(huiszoeking, doorzoeken van een bos, sweeping van een plaats ...)*

- *Systematisch en zorgvuldig zoeken*
- *Met het oog op het vinden van sporen, persoon, voorwerp, dier*

ONTRUIMEN

*In een bepaalde zone, plaats, gebouw
(ontruiming bij gevaar, uitzetten van krakers, ...)*

- *Verwijderen van alle aanwezigen*
- *Rechtstreekse terugkeer verhinderen (door te controleren)*

OMSLUITEN

*Op een voorafbepaalde plaats (VOP: verhoopte omsluitingspositie)
(Op beperkte ruimte, in open terrein, in een gebouw)*

- *Personen (onruststokers) die statisch zijn tijdelijk fixeren*
- *Personen die in beweging zijn onderscheppen en fixeren*

UITEENDRIJVEN

*In een bepaalde zone (i.g.v. zware incidenten)
(Divergerend, weg v/e negatief aantrekkingspunt, bij samenscholingsverbod)*

- *Een groep (harde kernen) maximaal verspreiden (schokeffect)*
- *Onmiddellijke hergroepering verhinderen (door te patrouilleren)*

4. De structuur van het operatieorder

Het operatieorder is een belangrijk aspect in de geïntegreerde werking. Het is aangewezen om hiervoor een uniforme structuur aan te wenden.

1. ALGEMEEN KADER

- a. Geburtenis
 - (1) Thema
 - (2) Verloop
 - (3) Profiel van de deelnemers
 - (4) Mogelijke risico's
- b. Partners
 - (1) Politie
 - (2) Organisatoren
 - (3) Buurtbewoners
- c. Versterkingen en wegnemingen
 - (1) Andere politiezones
 - (2) Federaal
- d. Overheden
 - (1) Algemene visie voor het beheer
 - (2) Juridische aspecten
 - (3) Beleidsuitgangspunten en tolerantiegrenzen
 - (4) Organisatie van het politieel beheer

2. OPDRACHT

3. UITVOERING

- a. Maneuveridee
 - (1) Finaliteit, Objectief, Richting, Dispositief
 - (2) Hr aanvang Ops: Termijn
 - (3) Zie bijlage: Operatieroleaat
- b. Indicatief ondereenheid A
U zal
- c. Indicatief ondereenheid B
U zal
- d. Indicatief ondereenheid C
U zal
- e. Reserve
 - (1) Commando
 - (2) Samenstelling
 - (3) Opstelplaats
 - (4) Opdrachten: ZKO geplande hypothesen uit te voeren
- f. Coördinerende bepalingen
 - (1) EEI's
 - (2) Attitude – Geweldsinstructies
 - (3) Richtlijnen voor inzet bijzondere middelen
 - (4) Omgang met de media
 - (5) Wisselwerking Toezicht-Interventie
 - (6) Afleggen van rekenschap – Melding geweldsincidenten

4. ADMINISTRATIE – LOGISTIEK - WELZIJN

- a. Uitrusting
 - (1) Kledij
 - (2) Bewapening
- b. Personeelsvoorzieningen
 - (1) Sanitair
 - (2) Opleiding
 - (3) Welzijn
- c. Bevoorrading
 - (1) Voeding
 - (2) Materieel
 - (3) Collectieve uitrusting – bewapening
 - (4) Verbindingsmiddelen
- d. Onderhoud en herstel
 - (1) Brandstof
 - (2) Waterpunt
 - (3) IPS bijzondere middelen
 - (4) Herstellingsdiensten
- e. Evacuatie en hospitalisatie
 - (1) Opvang van gekwetsten
- f. Arrestantenafhandeling
 - (1) Afhandeling van de aanhoudingen
 - (2) Administratie
 - (3) Rechten aangehouden personen

5. COMMANDO EN TRANSMISSIONES

- a. Commando
 - (1) Vast Commandocentrum
 - (2) Mobiel Commandocentrum
- b. Registratie van opdrachten en berichtgeving
 - (1) Redactievoorschriften
 - (2) Validatievoorschriften
 - (3) SITREP
 - (4) Registratie op het terrein
 - (5) Codewoorden
- c. Gebruik van radiomiddelen
 - (1) Verbindingsschema
 - (2) In net stelling
 - (3) Procedure
- d. Liaisonverantwoordelijke
 - (1) Liaison organisator
 - (2) Liaison terrein